



La dépêche **Diplomatique** **AFRIQUE**

MENSUEL D'INFORMATIONS INTERNATIONALES ET AFRICAINES • ISSN 950053227/10 • PRIX 1500 FCFA



DIOMAYE-SONKO : PREMIER ANNIVERSAIRE

LE PROJET SUR LES CHAPEAUX DE ROUES

- Reddition des comptes en marche
- L'opposition à la peine
- L'immense défi économique
- Le casse-tête de l'emploi des jeunes



DEVENIR MEILLEUR POUR MIEUX SERVIR

WWW.DOUANES.SN



La DGID à l'heure des grandes réalisations infrastructurelles





SOMMAIRE



SÉNÉGAL

Ces grands défis économiques à relever 6

REDDITION
DES COMPTES

**Le Gouvernement
accélère le rythme**



MALMENÉE LORS DES
LEGISLATIVES, INFLUENCE
GRANDISSANTE DE PASTEF

**L'opposition à la peine
tente de s'organiser
à travers le Fdr**



GAZ NATUREL
LIQUÉFIÉ

**Kosmos Energy
annonce la
première
production
de Gta**



RAFFINAGE DU
PÉTROLE BRUT

**La Sar franchit
un pas
important**



FORUM DES PME

**Le Gouvernement est engagé aux côtés
des Pme, selon Ousmane Sonko**

15



VENTE DU PÉTROLE DE SANGOMAR

**Plus de 595 milliards de FCfa générés
en 2024**

18



MINAYEGNAN
COULIBALY, DIRECTEUR
GENERAL GIM-UEMOA

**Un passionné de
la monétique**



PASCAL AFFI N'GUESSAN, ANCIEN
PREMIER MINISTRE, CANDIDAT
DU FPI A L'ELECTION
PRESIDENTIELLE D'OCTOBRE 2025

**« Alassane Ouattara doit
se retirer pour que la Côte
d'Ivoire respire »**



FIDELE SARASSORO

Une pièce centrale du dispositif présidentiel ivoirien

26



MALI

Barrick Gold devra payer 438 millions de dollars pour reprendre ses activités minières

54

SEBASTIAN SANZO, DIRECTEUR DE L'HOPITAL SAN ROQUE

« Notre objectif pour les 100 prochaines années est de continuer à être leader en matière de soins de santé »

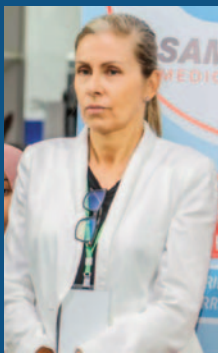
34



MME BARBARA SVEHLAKOVA, RESPONSABLE DE GRAN CANARIA REDONDA

Gran Canaria, une destination bien-être et médicale tournée vers l'Afrique

42



GUINEE

Lancement d'un nouveau Service d'information du Gouvernement

28



GUINEE-BISSAU

La date des élections présidentielle et législatives fixée au 23 novembre prochain

31

NOTATION FINANCIERE

L'Ua se dote d'une Agence



31

UNION AFRICAINE

Le Djiboutien Mahamoud Ali Youssouf, nouveau président de la Commission

31



EUROPE

La démocratie face à l'extrême droite

32



Edité par

Impact Communication

42, Ouest Foire, route de l'Aéroport

Tél : 00221 33 820 25 22

Fax : 00221 33 820 35 59

site web

www.ladepechediplomatique.com

Email

ladepechediplomatique@gmail.com

Administrateur

Abdoul Rakhmane DABO

Directeur de publication

Ibrahima BAKHOUM

Directrice Relations Internationales

Eva LHAMIDI

Ont collaboré

Sénégal :

Daouda MANÉ

Aliou KANDÉ

Guinée

Aboubacar Kaba TOURE

Direction artistique

Aly Tidiane SOW

Imprimerie

Polykrome

Distributeur

ADP

SÉNÉGAL

Ces grands défis économiques à relever

Au Sénégal, beaucoup de chantiers se dressent devant le gouvernement du président de la République, Bassirou Diomaye Faye, qui fêtera bientôt l'an 1 de son élection. Les grands défis sont la baisse du coût de la vie, la réduction de la dette et du déficit budgétaire ainsi que le développement du marché de l'emploi.



Élu le 25 mars dernier, le président de la République, Bassirou Diomaye Faye et son Gouvernement font face à d'énormes défis économiques. Et l'une des plus importantes attentes des populations est la baisse du coût de la vie. Car, depuis quelques années, les prix des denrées de

première nécessité ne cessent d'augmenter. Même si une baisse avait été décidée il y a trois mois, les mesures gouvernementales se heurtent au contrôle et à l'application des tarifs fixés. À la faveur de la révision à la baisse des prix, la baguette de pain était passée de 175 FCfa à 160 FCfa.

Pour le sucre cristallisé, le kilogramme passe à 600 FCfa contre 650 FCfa. S'agissant du Riz brisé non parfumé, une baisse de 40 FCfa était décidée. Il devait coûter désormais 410 FCfa. Pour le riz parfumé, une baisse de 2.000 FCfa sur le sac de 50 Kg était prévue.

Pour l'huile raffinée, une baisse de 100 FCfa est enregistrée sur le prix d'huile, passant de 1.300 FCfa à 1.200 FCfa. Concernant le ciment à base d'habitation, la taxe parafiscale qui était fixée à 2.000 FCfa suspendue de façon ciblée. Ces mesures ont une incidence financière de 120 milliards de FCfa. Mais, elles n'ont pas eu les effets escomptés sur le pouvoir d'achat des ménages sénégalais. Ainsi, le Premier ministre Ousmane Sonko a annoncé le 27 février 2025 lors d'une rencontre avec le patron et les organisations syndicales, une nouvelle baisse des prix. *« Bientôt, il y aura la seconde phase des mesures de réduction du coût de la vie. Le chef de l'Etat annoncera cette baisse des prix aux Sénégalais. Elle se fera avec sérénité avec des partenaires nationaux, mais aussi au niveau international avec des réductions sur la chaîne d'approvisionnement. Nous avons toujours dit que la solution durable est dans la production locale et non dans l'importation, synonyme d'une dépendance aux marchés et chocs exogènes »*, a indiqué le Chef du Gouvernement.

Le défi de la réduction de la dette et du déficit budgétaire

Au Sénégal, actuellement, la situation économique et financière est tendue. Le pays est confronté à une dette publique estimée à 99,67% du produit intérieur brut. Le déficit budgétaire est de 12%. Ces indicateurs macroéconomiques impactent la signature du pays mais également sa capacité à mobiliser des ressources pour financer des projets d'envergure. Ainsi, l'immense chantier est de réduire la dette et le déficit budgétaire afin de se conformer aux directives de l'Union économique et monétaire ouest africaine dans le cadre de la surveillance multilatérale. Le Gouvernement y travaille, selon le ministre de l'Économie, du Plan et de la Coopération, Abdourahmane Sarr. *« Nous allons travailler à porter rapidement la dette à moins de 70%. Le déficit budgétaire sera également rétabli à 3%. La masse salariale sera maîtrisée »*, estime le ministre Abdourahmane Sarr. Pour lui, les efforts et politiques qui permettront ces performances économiques ne vont nullement impacter la croissance du pays ces prochaines années.

Pour assainir son cadre macroéconomique, le Sénégal mise sur une série de réformes qui devront être mises en œuvre très prochainement. L'un des points concernera le retour à l'orthodoxie en matière de



gestion de la dette par une centralisation des fonctions de négociation, d'utilisation et de gestion de la dette publique. Cette centralisation permettra de surmonter les difficultés liées à la dispersion des compétences en administration de la dette publique. Elle se fera en réunissant les fonctions de négociation, de mobilisation des financements et de gestion de la dette et cette réforme devra garantir une meilleure coordination de l'information financière et une gestion plus efficiente des ressources publiques. Il passera aussi par la création d'un service unique au sein de l'État compétent pour la gestion des emprunts et des garanties associées ce qui assurera ainsi une approche plus transparente et harmonisée de la politique d'endettement.

Réduire le chômage

Pour le troisième trimestre de l'année 2024, le taux de chômage au Sénégal, a atteint 20,3 %, enregistrant une légère hausse par rapport au taux de 19,5 % observé à la même période en 2023, soit une augmentation de 0,8 point de pourcentage. Ces données sont fournies par l'Agence nationale des statistiques et de la Démographie (Ansd). Ainsi, le développement du marché de l'emploi est un grand chantier

de l'État. Interrogé sur cet aspect, l'économiste, Professeur Mounirou Ndiaye, considère que la première priorité est la création d'emploi. Car, malgré les taux de croissance obtenus depuis 2000, le chômage n'a pas reculé. *« L'emploi repose sur une mécanique économique fortement tributaire du rythme de création de richesses et de leur répartition. Or, l'économie sénégalaise a connu une croissance économique continue dont la moyenne a été supérieure à 3% dans la période 2000-2012, et à 5% dans la période 2012-2024. Pourtant, le taux de chômage officiel qui était de 12% environ en 2011, se situe actuellement à près de 23%. De même, le chômage des diplômés est passé de 16% à 34% durant la même période »*, analyse l'expert. Ainsi, il pense qu'il est important de se départir de cette croyance que la croissance économique crée de l'emploi. Pour lui, il faut aussi reconnaître qu'il n'y a pas eu de politique d'emploi digne de ce nom, mais des programmes qui n'ont finalement été que des artifices sans suite. *« Aucun de ces programmes n'a été évalué pour appuyer techniquement les programmes suivants, et ils ont donc tous échoué comme l'a reconnu le Président Macky Sall en mars 2021 »*, ajoute Pr. Mounirou Ndiaye.

Abdou Rahman DABO

SÉNÉGAL

Le Gouvernement accélère le rythme de la reddition des comptes

Au Sénégal, les nouvelles autorités ne badinent pas avec la reddition des comptes. Le pool financier et judiciaire, en quelques mois d'activités, a recouvré 2,5 milliards de FCfa et arrêté une centaine de personnes dont l'ancien ministre des Sports, Lat Diop et le député proche de Macky Sall, Farba Ngom.



Au Sénégal, le nouveau régime tient à la reddition des comptes. D'ailleurs, dès les premières semaines à la tête du pays, le président de la République, Bassirou Diomaye Faye, avait montré la voie. Dans son discours du 12 septembre 2024, il promettait que toutes les responsabilités allaient être clairement situées. Il faisait ainsi allusion à la gestion publique sous l'ancienne administration qui, selon lui, a été marquée par une « *légèreté inacceptable* ». Le chef de l'État regrettait ainsi ce qu'il a appelé « *une dérive incontrôlée de la masse salariale, une explosion de la dette et de ses intérêts, ainsi qu'une gestion des subventions totalement chaotique* ». Poursuivant son discours, le Président sénégalais s'offusquait des dérapages notamment « *des manipulations volontaires et cachées entraînant une explosion incontrôlée de la dette* ».

Le Pool judiciaire et financier actionné

Quinze jours après, en marge d'une conférence de presse axée sur les finances publiques, son Premier ministre, Ousmane Sonko, abondait dans le même sens. Il s'offusquait de pratiques qui, à l'en croire, ont sapé « *la crédibilité et la santé financière* » du pays. Il affirmait que le déficit budgétaire qui a été annoncé à une moyenne de 5,5% du Pib sur la période 2019-2023 était, en réalité, de 10,4 % soit le double de ce qui a été annoncé. Pour ce qui est de la dette, le Gouvernement parle de 1.892 milliards de FCfa empruntés et introuvables sur les livres et comptes publics. Cinq mois plus tard, la Cour des comptes est allée plus loin



dans son diagnostic. Son rapport fait état d'un endettement de 99,67% du Pib, d'un déficit budgétaire de 12% et d'un endettement bancaire hors circuit de 2.500 milliards de FCfa. En septembre, le Gouvernement sénégalais avait décidé d'accélérer la cadence concernant la reddition des comptes. C'est ainsi que le Pool judiciaire et financier (Pjf) a été installé. Ce nouveau dispositif regroupe des magistrats spécialisés, des enquêteurs financiers ainsi que d'autres experts ayant pour mission de traiter les affaires complexes relatives à la criminalité financière. Le Pool se concentrera sur les infractions graves telles que la corruption, le blanchiment d'argent, le détournement de fonds publics et d'autres crimes économiques majeurs. La création de ce Pool judiciaire financier a pour vocation de promouvoir la transparence et l'efficacité dans le traitement des dossiers économiques. Le Pool judiciaire et financier vise également à accélérer le traitement des dossiers de corruption. Ainsi, après trois mois d'activités, cette instance avait livré ses premiers résultats le 15 janvier dernier.

Selon le Procureur du Pjf, Aliou Abdoulay Sylla, 87 dossiers ont été remis aux juges. Ce qui a occasionné l'arrestation de 162 personnes et la saisie de 2,5 milliards de FCfa. Pour le Procureur, cela montre la pertinence de l'instance et marque un tournant

dans la lutte contre la grande délinquance économique et financière au Sénégal. « *Le parquet financier travaille notamment sur la base de dossiers transmis par d'autres organes de l'État, notamment le ministère des Finances. Loin des accusations de poursuites politiques formulées par certains détracteurs, la mission est guidée par une logique de transparence afin que le public soit informé, tout en respectant la présomption d'innocence et les droits de la défense* », avait dit le Procureur.

Des arrestations et des autorités menacées

L'ancien ministre des Sports, Lat Diop a été la première autorité sénégalaise arrêtée dans le cadre de la reddition. Il séjourne en prison depuis mi-septembre. En tant qu'ancien Directeur général de la Loterie nationale sénégalaise (Lonase), il est poursuivi pour corruption et détournement de deniers publics portant sur un montant de 5 milliards de FCfa qu'il aurait reçu de la plateforme de paris sportifs 1xbet, partenaire de la Lonase. Après lui, une inspectrice du Trésor public, Tabaski Ngom, a été arrêtée pour un détournement portant sur 700 millions de FCfa. L'autre victime est Farba Ngom, très proche de l'ancien président de la République, Macky Sall. Il a été arrêté le

27 février 2025 après son face à face avec le Procureur du Pool judiciaire et financier. Il est poursuivi dans le cadre d'un détournement portant sur 125 milliards FCfa. Le vendredi 28 février 2024, l'homme d'affaires Tahirou Sarr est placé sous mandat d'arrêt pour blanchiment d'argent concernant une affaire portant sur près de 400 milliards de FCfa. Actuellement, la machine de la reddition des comptes au Sénégal devrait intensifier son rythme. D'autant plus que le ministre de la Justice, Ousmane Diagne, a promis que la lumière sera faite concernant tous les cas de détournement. « *L'exploitation de ce document a permis de relever qu'en dehors des taux anormalement élevés de la dette, des manquements graves qui pourraient revêtir diverses qualifications pénales ont été constatés. Du faux en écriture, faux en informatique, détournement de deniers publics, escroquerie portant sur des deniers publics, blanchiment d'argent et enrichissement illicite, complicité et recel de ces chefs* », a listé M. Diagne lors d'une conférence de presse au lendemain de la publication du rapport de la Cour des Comptes. Pour lui, une enquête approfondie sera menée pour retracer les finances illicites, identifier et entendre tous les auteurs, co-auteurs et complices présumés afin d'engager des poursuites.

Abdou Rahman DABO

LUTTE CONTRE LE CHOMAGE DES JEUNES

Le gouvernement sénégalais annonce une grande coalition pour l'emploi

Plusieurs initiatives sont annoncées par le gouvernement du Sénégal pour booster l'emploi des jeunes. Il est prévu, entre autres, l'harmonisation des interventions des structures en charge de la mise en œuvre de la politique de l'emploi, une grande coalition pour l'emploi, selon le ministre du Travail, Abass Fall.



Abass Fall,
ministre du Travail

L'emploi des jeunes constitue une des principales préoccupations des nouvelles autorités. Que ce soit le président de la République ou le Premier ministre, on tente de rassurer les jeunes. Déjà lors de son discours à la nation le 31 décembre 2024, le président Bassirou Diomaye Faye leur avait lancé un message. «A notre jeunesse, ardente et créative, je

vous encourage à développer vos talents, à innover, à vous ouvrir au monde en restant ancrés dans nos valeurs. Votre énergie et votre détermination sont les véritables moteurs de notre pays. Le gouvernement sera à votre écoute et à vos côtés pour vous soutenir et vous aider à vous réaliser, à être utiles à vous-mêmes, à vos familles et à votre pays », avait déclaré le chef de

l'Etat. Dans l'agenda national de transformation, le gouvernement a donné des pistes pour le renforcement de l'efficacité de l'emploi des jeunes. Dans le document, le gouvernement entend harmoniser les interventions des structures en charge de la mise en œuvre de la politique de l'emploi ; renforcer le maillage des terroirs en pôles-emplois par la déconcentration des struc-

“

A notre jeunesse, ardente et créative, je vous encourage à développer vos talents, à innover, à vous ouvrir au monde en restant ancrés dans nos valeurs. Votre énergie et votre détermination sont les véritables moteurs de notre pays.

tures publiques d'encadrement ; bâtir une alliance stratégique entre l'Etat, le patronat et les organisations syndicales ; renforcer le mécanisme de suivi-évaluation des initiatives d'emploi ; renforcer le lien entre l'emploi et la formation notamment par l'adoption de mesures incitatives d'accueil des stagiaires, d'apprenants et de recrutement des personnes en situation d'handicap et le renforcement des mesures de soutien à l'insertion notamment par la réforme de la Convention État-employeur.

Intervenant le 15 février dernier, Abass Fall, ministre du Travail, de l'Emploi et des Relations avec les institutions, lors du dîner-débat organisé par l'Association sénégalaise des anciens élèves et auditeurs de l'Ecole nationale d'administration-Institut national du service public France, avait annoncé une grande coalition pour l'emploi. Il avait affirmé que ce projet est l'un des plus grands programmes de l'actuel régime et sera développé d'ici 2029. « *Il est temps qu'on définisse un cadre structuré qui nous permet d'y aller très vite. La Grande coalition pour l'emploi va prendre en compte les questions liées à la formation, l'employabilité, l'appui du secteur privé, l'entrepreneuriat et aux financements* », avait confié le ministre.

Dans la même dynamique, il avait avisé du dépôt d'un projet de loi à l'Assemblée nationale. Ce projet de loi va porter sur la souveraineté économique. Il vise à renforcer le secteur privé et à garantir un environnement propice au développement des entreprises nationales. Abass Fall a rappelé l'ampleur de la demande d'emploi au Sénégal avec une population dominée par les jeunes. « *Nous sommes dans un contexte d'un fort taux démographique. La population en situation de travail est de 10,8 millions de personnes. 34% des jeunes, âgés entre 15 et 24 ans, ne sont pas formés et n'ont pas été à l'école. Nous avons un taux de chômage élevé avec 32% chez les femmes et 11% chez les hommes* », a fait savoir M. Fall. Face à cette réalité, la coalition ambitionne de structurer des solutions adaptées pour favoriser l'accès des jeunes au marché du travail. Le gouvernement mise aussi sur la migration circulaire en partenariat avec des pays amis comme le Qatar, l'Espagne. D'ailleurs en déplacement au Qatar en janvier dernier, le ministre du Travail, de l'Emploi et des Relations avec les Institutions a pu décrocher une promesse d'emploi. Il a obtenu 1.000 opportunités d'emploi pour des Sénégalais répartis dans plusieurs secteurs tels que la technologie, les sciences, la médecine, la logistique, entre autres.

Abdou Rahman DABO

PROGRAMME NATIONAL DE DEVELOPPEMENT DE LA JEUNESSE

Une autre initiative pour booster l'emploi des jeunes

Mme Khady Diène Gaye, ministre de la Jeunesse, des Sports et de la Culture



Le ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Culture compte lui aussi dérouler son programme pour l'emploi des jeunes. Sous la houlette de Mme Khady Diène Gaye, le département a initié un programme national de développement de la jeunesse. Il a été validé le 19 décembre 2024. « *Le Programme national de développement de la jeunesse 2025-2029 (Pndj) constitue un outil d'opérationnalisation des politiques de jeunesse pour la période 2025-2029* », a-t-elle déclaré lors de l'atelier de validation de ce programme quinquennal élaboré en complément de sa nouvelle lettre de politique sectorielle jeunesse, sport et culture.

« *Ce programme, qui est un outil concret pour répondre aux enjeux de ce segment clé [de la population], entre 2025 et 2029, a été conçu dans un esprit inclusif et participatif, intégrant les préoccupations et les points de vue des différents acteurs de l'écosystème jeunesse, dont les problématiques sont transversales* », a ajouté Mme Gaye.

Le Pndj 2025-2029 vise, entre autres, à renforcer les capacités et l'autonomisation socio-économique des jeunes, à structurer et dynamiser l'engagement citoyen et l'entrepreneuriat dans le cadre du développement territorial et à développer des mécanismes durables pour leur responsabilisation active.

Selon le ministre de la Jeunesse, ce programme quinquennal sera financé à hauteur de 318,8 milliards de FCfa. Une initiative saluée par Mbissine Madeleine Ndiour, présidente du Conseil national de la jeunesse du Sénégal. « *Ce programme est bien plus qu'un document stratégique. C'est un levier puissant pour transformer nos aspirations en réalités concrètes. La jeunesse sénégalaise s'engage pleinement à jouer son rôle dans sa mise en œuvre* », a-t-elle fait savoir.

A. R. DABO

MALMENÉE LORS DES LÉGISLATIVES, INFLUENCE GRANDISSANTE DE PASTEF

L'opposition à la peine tente de s'organiser à travers le Fdr



Au Sénégal, l'opposition tente de s'organiser après la débâcle lors des élections législatives du 17 novembre 2024. Elle a lancé le 9 février 2025, le Front pour la défense de la démocratie et de la République (Fdr). Comptant 76 partis, il est dirigé par Khalifa Sall. Mais que représente cette coalition avec l'absence notable de l'ex-Premier ministre, Amadou Ba et du Pds ?

Le Parti Patriotes africains du Sénégal pour l'éthique, le travail et la fraternité (Pastef) a fini de devenir la première formation politique du pays suite à son accès au pouvoir en mars 2024. Aux législatives de novembre dernier, le parti, sous la houlette de son leader Ousmane Sonko, a fait un raz-de marée en obtenant 130 sièges à l'Assemblée nationale. Il consolide ainsi sa suprématie devant une opposition presque inexistante. Celle-ci tente de s'organiser en lançant le 9 février 2025, une

coalition regroupant plusieurs partis. Il s'agit de Front pour la défense de la démocratie et de la République (Fdr). Khalifa Sall et ses camarades compte, à travers le Fdr qui regroupe près de 76 partis, faire face à la superpuissance de Pastef. Ce front s'engage à se mobiliser pour défendre la République dont les valeurs fondamentales se trouvent, disent-ils, « gravement menacées par les agissements du pouvoir Pastef ».

Ils soutiennent que l'accession au pouvoir de Pastef se singularise par une nette rupture du processus de consolidation de la démocratie sénégalaise qui s'est toujours inscrit autour de règles du jeu politique élaborées de manière consensuelle par tous les acteurs ». « *Le pouvoir Pastef s'enlise dans une logique de règlement de comptes et une volonté de liquidation des libertés démocratiques si chèrement conquises par des décennies de lutte du peuple* », note le Fdr lors de son lancement. « *Journalistes et opposants injustement emprisonnés ou poursuivis en justice en raison de leurs opinions, le maire de Dakar a été démis de ses fonctions dans des conditions indignes d'un pays démocratique, l'immunité parlementaire d'un député scandaleusement levée, des manifestations pacifiques des populations systématiquement interdites...* », regrettent les leaders du Fdr. Ils sont d'avis qu'une situation inédite s'installe dans le pays mais aussi une désillusion.

La vocation du Fdr est de « rassembler l'ensemble des forces vives de la nation en vue de donner forme et contenu à la ré-

“

Le pouvoir Pastef s'enlise dans une logique de règlement de comptes et une volonté de liquidation des libertés démocratiques si chèrement conquises par des décennies de lutte du peuple », note le Fdr lors de son lancement. « Journalistes et opposants injustement emprisonnés ou poursuivis en justice en raison de leurs opinions, le maire de Dakar a été démis de ses fonctions dans des conditions indignes d'un pays démocratique, l'immunité parlementaire d'un député scandaleusement levée, des manifestations pacifiques des populations systématiquement interdites.

sistance du peuple sénégalais contre les politiques néfastes du pouvoir Pastef et en engageant dans les prochaines semaines, des actions décisives autour de plusieurs exigences. Il s'agira de la défense des libertés et droits démocratiques, notamment la « libération immédiate et inconditionnelle de tous les prisonniers politiques et la fin des persécutions contre les opposants, les journalistes et les voix critiques ». Mais également, « le respect effectif des droits constitutionnels, en particulier la liberté de manifestation pacifique et la liberté d'expression ».

Prenant part au lancement du Fdr, Khalifa Sall a rappelé, la différence entre la troisième alternance et les deux précédentes. « Avec Abdoulaye Wade en 2000 et Macky Sall en 2012, nous avons constaté que les

dirigeants disposaient d'un minimum d'expérience pour faire face, très tôt, à l'opposition. Mais pour la troisième alternance, avec le Pastef, la décence démocratique nous imposait de marquer une pause, un temps d'observation, afin de comprendre où ils allaient avec leur nouvelle politique. Cependant, ce que nous avons observé depuis dix mois prouve qu'il est temps de réagir », a-t-il expliqué devant ses camarades du nouveau front de l'opposition. En effet, le président de « Taxawu Sénégal » a rappelé que les forces de l'opposition ont pris le temps de se rencontrer et d'échanger sur plusieurs points, afin de mettre en place une plateforme qui constituera un outil de lutte contre ce que « le Sénégal est en train de vivre avec le nouveau régime ».

Abdou Rahman DABO

Khalifa Sall, le poids du leader en question

Le Front pour la défense de la République (Fdr) est dirigé par Khalifa Sall. Ce dernier est le leader de la plateforme « Taxawu Sénégal ». C'est un leader en perte de vitesse si on se fie aux résultats qu'il a obtenus lors de l'élection présidentielle du 25 mars 2024. Lors de ce scrutin remporté par Bassirou Diomaye Faye, l'ancien maire de Dakar (2009-2018) n'a récolté que 69.760 voix, soit 1,6 % des suffrages valablement exprimés. En plus, lors des élections législatives, même s'il n'était pas candidat, sa liste (Samm sa kaddu) avait mordu la poussière devant le Pastef surtout à Dakar. Ce département était, depuis 2009, un bastion imprenable de Khalifa Sall et ses partisans. Ils ont gagné les locales de 2009 ; 2014. En 2022, lors des locales, il y a eu une alliance (Yewwi askan wi) avec Pastef et d'autres forces politiques permettant la victoire de l'opposition et l'élection de Barthélémy Dias, un proche de Khalifa Sall.

A. R. DABO



LA NOUVELLE RESPONSABILITE NON PARTANTE

Cheikh Oumar Anne s'explique

Amadou Ba, leader de la Nouvelle responsabilité, tout comme le Pds, la République des valeurs, sont les principales figures de l'opposition, absentes du Front pour la défense de la république (Fdr).

La Nouvelle responsabilité d'Amadou Ba et le Pds sont les deux formations qui n'ont pas intégré le front pour la défense de la République (Fdr) composé de 76 partis se réclamant de l'opposition. Certains observateurs se demandent le poids réel de cette coalition sans le parti de l'ex-Premier ministre arrivé deuxième à la présidentielle de mars 2024. Lors d'une sortie dans une télévision de la place, le député Cheikh Oumar Anne, un des responsables de ce parti, a expliqué les raisons de l'absence de la Nouvelle responsabilité.

Il a affirmé que son parti privilégie une approche différente de l'unité au sein de l'opposition. Il a salué le regroupement de l'opposition face à la posture du gouvernement. « *L'opposition doit se réunir, parce que ceux qui dirigent actuellement le pays sont des incompetents. Le chemin qu'ils ont pris n'est pas le bon pour le Sénégal* », a affirmé M. Anne. Il a expliqué que cette union doit être fondée sur des bases solides et non sur des postures politiques. « *Après les Législatives, nous étions convaincus qu'il fallait qu'on travaille sur l'unité de l'opposition. Mais ça devait être une unité d'actions. Nous n'avons pas beaucoup de différences d'approche avec ceux qui ont mis en place le Front pour la défense de la démocratie et de la République* », a fait savoir Cheikh Oumar Anne qui dirige la commune de Podor depuis 2014.

Pour une unité d'actions

Il a rappelé que lors des élections législatives, une dynamique collective avait été amorcée au sein de l'Alliance pour la transparence des élections (Atel), mais que des divergences ont émergé après le scrutin. « *Il y avait une unité d'actions au niveau de l'Alliance pour la transparence des élections. Tout le monde a vu que l'opposition était divisée lors des dernières élections. Après*



ces élections, certains voulaient que la plateforme Atel continue d'exister, on a dit niet. Ce qu'il faut pour nous, c'est une unité d'actions », a fait savoir ce leader de la Nouvelle responsabilité. Il a souligné que son parti préfère dérouler sa propre stratégie. « *Notre préoccupation majeure aujourd'hui, en tant que nouveau parti, c'est de nous déployer partout et de massifier notre parti* », a-t-il dit pointant également un désaccord sur la méthode employée notamment pour le leadership du Fpd. « *Nous avons décidé de*

ne pas participer à ce Front, parce que nous ne nous retrouvons pas dans ce qui se fait. Pour nous, ça doit être une unité d'actions, et non dire que telle personne coordonne. Nous devons discuter des questions sur lesquelles on est d'accord et sur les désaccords et voir comment on pourrait cheminer ensemble », a clarifié Cheikh Oumar Anne. L'autre absence de taille au Fdr, c'est le Pds. Il y a également Thierno Alassane Sall, leader de la République des valeurs.

Abdou Rahman DABO

FORUM DES PME

Le Gouvernement est engagé aux côtés des Pme, selon Ousmane Sonko

Le Premier ministre Ousmane Sonko a officiellement lancé, le lundi 17 février 2025, le Forum de la Pme 2025, un événement de trois jours organisé par l'Agence de Développement et d'Encadrement des Petites et Moyennes Entreprises (Adepme). Se tenant du 18 au 20 février au Grand Théâtre National et au Musée des Civilisations Noires, ce forum est placé sous le signe de l'innovation et de la souveraineté économique.

A l'occasion, le chef du gouvernement sénégalais soulignant l'engagement du Gouvernement aux côtés des Pme, a réaffirmé la disponibilité de l'État à faciliter le travail des Petites et moyennes entreprises (Pme) ainsi que des Petites et moyennes industries (Pmi) qui, selon lui, constituent « *le socle du tissu économique national* ». Ousmane Sonko a alors annoncé la mise en œuvre d'une Stratégie nationale d'accompagnement des Pme et Pmi, tout en insistant sur l'accessibilité au financement et aux marchés. Pour renforcer la compétitivité des entreprises sénégalaises, le Premier ministre a insisté sur la protection des Pme afin « *de réduire leur taux de mortalité* », rappelant la nécessité de leur offrir « *un accès facilité aux marchés nationaux, régionaux et sous-régionaux contribuant ainsi à leur croissance et à leur pérennisation* ».

L'État s'engage dans une transformation majeure du financement des Pme, avec une enveloppe qui passera de 600 milliards de FCfa en 2023 à 3.000 milliards de FCfa d'ici 2028. La première étape de ce programme ambitieux est la signature d'un pacte de financement de 1.000 milliards de FCfa pour 2025. En complément, en avril 2025, l'Apix orchestrera une mobilisation de financements lors du Forum Invest in Sénégal, visant à attirer des capitaux supplémentaires pour consolider le développement des Pme et Pmi, a promis le Premier ministre. Ce dernier de souligner l'importance de ces initiatives pour combler le déficit de financement, permettant ainsi aux entreprises locales de prospérer et de s'imposer sur les marchés nationaux et internationaux.

A. DABO



PRODUCTION DE PHOSPHATES

Les lcs veulent porter la production à 600 000 tonnes

Les Industries chimiques du Sénégal (lcs) comptent faire passer leur production d'engrais de 250.000 actuellement à 600.000 tonnes par an. A cet effet, elles vont lancer deux usines pour augmenter la production d'engrais et transformer les roches phosphoriques, selon directeur général, Mama Sougoufara, afin de contribuer sensiblement à la mise en œuvre de l'agenda 2050.

Lors du séminaire de restitution du rapport de l'impact de son entreprise sur l'économie sénégalaise, présenté à Dakar, le dimanche 5 février 2025, le Directeur général des Industries chimiques du Sénégal (lcs), Mama Sougoufara, a annoncé le lancement prochain de deux usines avec comme objectif de contribuer à l'agenda 2050. Le premier investissement de 60 milliards de FCfa est ainsi destiné à la mise en place, à Mbaou, d'une usine qui fera passer la production d'engrais à 600.000 tonnes par an contre 250.000 tonnes actuellement. Les lcs prévoient aussi un investissement de 240 milliards de FCfa, à travers une nouvelle usine de transformation de la roche brute, afin d'augmenter la production de 300.000 tonnes. « C'est pour répondre à l'appel du gouvernement sur la contribution à la révolution agricole et à la promotion de la souveraineté alimentaire », a souligné M. Sougoufara.

Concernant les indicateurs du groupe présentés dans le rapport entre 2014 et 2023,



Mama Sougoufara,
Directeur général des
Industries chimiques du
Sénégal (lcs)

il a informé que d'importantes performances ont été enregistrées, notamment la production de deux millions de tonnes par an de roches phosphoriques, de 600.000 tonnes d'acides phosphoriques et de 250.000 tonnes d'engrais. « Les lcs se sont développées avec quelques difficultés, en fonction du contexte économique mondial. Les crises se sont succédé et ont mis à genoux l'entreprise. En 2008, l'État a décidé d'une première structuration avec la reprise de l'entreprise par Ifco. Une autre restructuration a eu lieu en 2014. C'est ainsi qu'Indorama a pris une participation majoritaire. Notre capacité de résilience est inégalée », a-t-il dit.

A l'en croire, du point de vue financier, « la barre a pu être redressée alors qu'en 2013, c'était un placement en régime de pré-faillite, avec une dette de 271 milliards de FCfa, une production de 20 % de la capacité et un résultat net de moins 34 milliards de FCfa. « En 2014, les banques sénégalaises étaient fortement exposées étant donné les dettes élevées des lcs. Les engagements et investissements immédiats du groupe Indorama

ont contribué à la stabilité du secteur bancaire. Indorama a soutenu les lcs en donnant des garanties de la maison-mère et des lettres de confort d'une valeur totale de 131 milliards de FCfa aux différents prêteurs », a souligné Mama Sougoufara. Par ailleurs, a-t-il noté, « les lcs ont pu rembourser tous les prêts dès décembre 2022, dont ceux des banques locales et des banques étrangères, ainsi que ceux attribués au groupe Indorama d'une valeur totale de 161 milliards de FCfa ». En outre, « 25 milliards de dividendes ont été versés à l'État en 2023 qui est actionnaire des lcs à hauteur de 15 %. La contribution directe dans le budget de l'État, ces 10 dernières années, est estimée à 84 milliards de FCfa ». Egalement, « la restructuration et le réinvestissement ont permis de retrouver les niveaux de performance, permettant la production de 1,9 million de tonnes de phosphates », dit le Dg Sougoufara. Pour ce qui est du gain en devises, « il est estimé à 40 % de la contribution des entreprises minières, soit 307 milliards de FCfa en 2023 », note-t-il.

Abdou Rahman DABO

GAZ NATUREL LIQUÉFIÉ

Kosmos Energy annonce la première production de Gta



Kosmos Energy a annoncé, le lundi 10 février 2025, dans un communiqué diffusé sur son site, que la première production de Gaz naturel liquéfié (Gnl) a été réalisée dans le cadre du projet Grand Tortue Ahmeyim (Gta) exploité. Kosmos est le partenaire de l'opérateur British Petroleum (Bp) dans ce projet gazier que partagent le Sénégal et la Mauritanie. Depuis le 31 décembre 2024, le gaz de la première phase du Gta a commencé à s'écouler des puits vers le navire flottant de production, de stockage et de déchargement (Fpso) dans le cadre du processus de mise en service. Au Fpso, le gaz est traité pour éliminer tout condensat, eau et im-

pureté, avant d'être livré au navire flottant de Gnl pour la liquéfaction. « Le gaz a été livré au navire de Gnl flottant et la liquéfaction a commencé. La liquéfaction du gaz en Gnl est le moment où Kosmos commence à reconnaître la production de gaz du projet dans ses états financiers trimestriels », lit-on dans le communiqué.

Par ailleurs, précise le document, Bp a donné un préavis à l'acheteur (Bp Gas Marketing Ltd.), pour qu'un méthanier arrive au plus tard dans le trimestre dans l'objectif d'exporter la première cargaison de Gnl. « Le levage de la première cargaison de Gnl est le moment où Kosmos commence à reconnaître les revenus et à générer des

flux de trésorerie du projet », ajoute le communiqué. « Le premier Gnl est une autre étape importante pour Kosmos. Nous attendons avec impatience l'accélération de la production de Gnl et le premier levage de cargaisons de Gnl au cours du premier trimestre 2025 », déclare Andrew G. Inglis, Pdg de Kosmos Energy, cité dans le communiqué. Le projet de Grand tortue Ah_meyim (Gta), à la frontière avec la Mauritanie, devrait produire environ 2,5 millions de tonnes de gaz naturel liquéfié par an. Le Sénégal bénéficiera de 35 millions de pieds cubes par jour, de même que la Mauritanie. Le projet a débuté il y a six ans et coûté environ 7,5 milliards de dollars.



RAFFINAGE DU PÉTROLE BRUT

La Sar franchit un pas important

La Société africaine de raffinage (Sar) a franchi un pas en recevant la toute première cargaison de Sangomar. Ainsi, la société va désormais raffiner le pétrole produit localement. Dans un communiqué, le directeur général de la Sar a tenu à rendre un hommage à l'ensemble du personnel pour « *des jalons préliminaires atteints avec succès et qui ont permis, sous la supervision du Loading Master de la Sar, de débiter le déchargement du bateau avec toute la sécurité requise* », saluant le professionnalisme et le patriotisme des employés. Cette avancée de taille entre dans la nouvelle stratégie « Sar 2.0 », avec pour ambition, à l'horizon 2028, d'avoir un deuxième site de raffinage à même de pouvoir couvrir « *toute la demande nationale et sous-régionale en produits pétroliers dans le respect des spécifications Afri 6* », précise le communiqué.



VENTE DU PÉTROLE DE SANGOMAR

Plus de 595 milliards de FCfa générés en 2024

En 2024, la vente du pétrole de Sangomar, dont l'exploitation a démarré en juin, a généré environ 595,17 milliards de FCfa selon l'opérateur Woodside.

Sangomar a produit, 13,3 millions de barils de brut en 2024, avec 12,9 millions de barils de ventes. Ce qui a généré environ 950 millions de dollars (environ 595,17 milliards de FCfa au cours actuel du dollar). Des chiffres annoncés par l'opérateur Woodside américain dans un communiqué publié sur son site le 17 février. L'exploitation du pétrole de Sangomar, a démarré en juin 2024. Selon l'opérateur, elle a déjà atteint « *une fiabilité de production de plus de 94 % au quatrième trimestre 2024* ». Et de poursuivre que les performances en matière de sécurité pendant l'exécution du projet ont été « *exceptionnelles* », avec 30 millions d'heures travaillées sur le projet sans blessure grave. Le coût final de la phase 1 de développement du champ de Sangomar s'élevait à environ 5 milliards de dollars (3.130 milliards de FCfa), soit à l'extrémité inférieure de la fourchette précédemment estimée de 4,9 à 5,2 milliards de dollars. Toujours d'après Woodside, les premières performances des réservoirs ont démontré « *une excellente productivité* ». Ce qui a donné lieu à des « *ajouts de réserves prouvées et plus probables de 16,2 millions de barils et 15,4 millions de barils respectivement* ». D'après toujours Woodside, le projet comprend également quatre paires de puits injecteur-producteur dans les réservoirs S400, qui ont dépassé les attentes avant le démarrage, réduisant ainsi le risque de connectivité à la baisse. L'injection d'eau a commencé au quatrième trimestre 2024 et la migration des ré-



serves associées à l'injection d'eau est prévue en 2025, en attendant les performances supplémentaires des puits.

Selon le communiqué, le projet Sangomar a permis la création de plus de 4.400 emplois sénégalais tout au long de la phase de construction. Le projet devrait continuer à produire sur un plateau jusqu'au deuxième trimestre 2025, environ un an après la première production de pétrole. Les décisions de développement futures seront éclairées par des données de production sur 12 à 24 mois, précise-t-on.

ÉLARGISSEMENT DE L'ASSIETTE FISCALE

La Dgid lance l'Application de suivi des renseignements fiscaux

La Direction générale des impôts et des domaines (Dgid), dans son objectif d'atteindre un taux de pression fiscale de 20 %, a lancé le jeudi 13 février 2025, l'Application de suivi des renseignements fiscaux (Asref).



L'outil de renseignement fiscal participe à l'autonomisation de l'exploitation des renseignements par les centres des services fiscaux avec comme objectif de renforcer les capacités de l'administration fiscale. La Dgid compte aussi améliorer le cadre juridique afin de mettre en place « une politique claire et rigoureuse pour l'exploitation des données collectées ». La régie

financière ambitionne également de faire contribuer le secteur du commerce numérique par intégration des transactions en ligne dans l'assiette fiscale nationale pour plus d'efficacité. Idem pour l'exploitation des données cadastrales afin de mobiliser efficacement les ressources foncières afin d'optimiser les recettes fiscales. Il est également prévu le renforcement de la colla-

boration avec la Direction de la surveillance et du contrôle fiscal (Drescof) en facilitant le partage d'informations. Les utilisateurs de cette plateforme de données sont les agents, directeurs et chefs de centre. Selon le chef de projet Datamining, Henry Ghrissi, les données constituent un outil clé dans le renseignement pour avoir de bonnes informations et améliorer les performances.



RANCH DE DOLLY

700 millions de FCfa pour dynamiser l'élevage

Le ministre de l'Agriculture, de la Souveraineté alimentaire et de l'Élevage, Mabouba Diagne, a effectué une visite au ranch de Dolly Djibo Leyti Kâ. À cette occasion, il a annoncé la signature d'un partenariat avec les jeunes du ranch, incluant un investissement de 700 millions de FCfa. Ce projet vise à renforcer le développement de l'élevage à travers la construction d'un forage, le développement des cultures fourragères et la promotion de l'aviculture locale. Lors de sa tournée, le ministre a échangé avec les populations du ranch et pris en compte leurs préoccupations, notamment le vol de bétail, l'accès à l'eau, la sécurité, les feux de brousse et l'emploi des jeunes. Il a également insisté sur la nécessité de définir rapidement un statut pour le ranch de Dolly afin d'assurer une meilleure gestion et un développement durable.

D'une superficie de 87.500 ha, le ranch est doté d'infrastructures modernes, notamment un réseau hydraulique réalisé par le Programme d'urgence de développement communautaire (Pudc). Il comprend un forage principal, un château d'eau de 1.000 m³ et un réseau de distribution de 116 km alimentant abreuvoirs et bornes-fontaines. Sur le plan environnemental, une brigade spéciale des Eaux et Forêts a été mise en place pour lutter contre les feux de brousse, avec l'entretien de 200 km de pare-feu à l'intérieur du ranch. De plus, une brigade de gendarmerie assure la sécurité du



site et de ses occupants. Mabouba Diagne affiche une ambition claire qu'est de faire du ranch de Dolly une référence en matière d'élevage à l'échelle africaine.

Source : MASAE

AMELIORATION GENETIQUE DU CHEPTEL

Un nouveau lot d'animaux de haute valeur génétique attendu

Le ministre de l'Agriculture et de l'Élevage annonce qu'un nouveau lot d'animaux de haute valeur génétique issus de la plateforme ANIPL 5 B a quitté la France pour rejoindre le Sénégal, dans le cadre du programme d'amélioration génétique des races. Actuellement, le Sénégal importe près de 100 millions d'euros en produits laitiers chaque année. Pour réduire cette dépendance, le ministre de l'Agriculture, de la Souveraineté alimentaire et de l'Élevage (MASAE) et l'Association Nationale pour l'intensification de la production laitière au Sénégal (ANIPL) ont signé une convention en novembre 2024 afin d'intensifier la production laitière locale. L'arrivée de ce cheptel s'inscrit dans une démarche de modernisation et de résilience du secteur agro-pastoral, en phase avec la stratégie Sénégal Vision 2050, selon le ministre.

Source : MASAE



LIBERTÉ ÉCONOMIQUE

Le Sénégal classé 15^e en Afrique et 7^e dans la Cedeao

Le Ministère de l'Économie a publié un rapport sur la Liberté économique au Sénégal. On retiendra que le score de liberté économique du Sénégal en 2021 était de 6,20 sur 10, plaçant le pays 110^e sur 165 pays mondiaux. En Afrique subsaharienne, il est classé 15^e sur 44 pays et 7^e sur 15 pays dans l'espace Cedeao (derrière le Cap-Vert, Gambie, Nigéria, Bénin, Ghana et Togo).

Des réformes ont été alors proposées afin d'améliorer la liberté économique. Elles portent sur le renforcement de la protection des droits de propriété pour garantir un climat des affaires plus stable ; la réduction des barrières à l'investissement et à la concurrence en simplifiant les formalités administratives ; la modernisation du cadre réglementaire et judiciaire pour améliorer la sécurité juridique ; l'accélération de la digitalisation et la transparence économique afin de réduire la corruption et fluidifier les transactions et enfin la diversification de l'économie et promouvoir l'innovation pour réduire la dépendance aux secteurs traditionnels.

A noter que la liberté économique désigne « la capacité des individus, des entreprises et des investisseurs à agir librement sur le marché, en fonction de leurs intérêts, sans ingérence excessive de l'État ».

Source : Ministère de l'Economie



BUREAU DE MISE À NIVEAU

Des financements pour 52 entreprises



Au Sénégal, 52 entreprises ont signé des conventions avec le Bureau de mise à niveau (BMN) le vendredi 14 février 2025. A cet effet, 4,68 milliards de FCfa d'investissements ont été validés et des primes d'accompagnement d'un montant d'1,07 milliard de FCfa octroyées. Les 52 entreprises sont issues de secteurs stratégiques tels que l'agriculture, la santé, le Btp, l'assainissement, le textile et l'habillement.

Dans le cadre de son Plan stratégique de développement 2025-2029, le BMN prévoit d'accompagner 3.000 entreprises, avec pour objectif la création de 50.000 emplois. Pour soutenir cette dynamique, des conventions de partenariat ont également été signées avec CORIS BANK Sénégal et la Banque du Mali Sénégal (BDM Sénégal), garantissant un appui financier aux entreprises bénéficiaires.

MINAYEGNAN COULIBALY, DIRECTEUR GENERAL GIM-UEMOA



MONÉTIQUE ET SOUVERAINETÉ DIGITALE : UN LEADERSHIP
STRATÉGIQUE POUR UNE AFRIQUE AUTONOME

**Bâtisseur de transformation et
architecte de l'innovation financière**

Lorsqu'on parle de monétique et de souveraineté digitale en Afrique, un nom revient inévitablement : Minayegnan Coulibaly. Plus qu'un expert reconnu, il est un visionnaire engagé, déterminé à réinventer l'écosystème des paiements et des infrastructures financières sur le continent. Son objectif est clair : bâtir une souveraineté monétaire africaine, où technologie et régulation s'allient pour garantir autonomie et inclusion financière. Depuis 2020, il dirige le GIM-UEMOA, un acteur clé de l'interopérabilité monétique en Afrique de l'Ouest. Sous son leadership, l'organisation n'est plus un simple prestataire technique : elle est devenue un levier stratégique, accélérant la modernisation du système monétaire régional et impulsant des réformes majeures dans l'inclusion financière.

Une approche pionnière : impact, régulation et autonomie régionale

Sa marque de fabrique repose sur trois piliers essentiels :

- **L'autonomie technologique :** il a initié la création de clouds bancaires souverains, garantissant aux institutions financières africaines un contrôle total sur leurs infrastructures numériques.
- **L'innovation au service des populations :** sous sa direction, le GIM-UEMOA a déployé des services adaptés aux réalités africaines, favorisant des solutions de paiement accessibles aux populations informelles.
- **Un cadre de co-innovation structurant :** en réunissant banques, fintechs et autorités publiques autour de programmes collaboratifs, il pose les bases d'un système financier inclusif et agile.

GIMpay : Une révolution au cœur des paiements numériques

L'une des initiatives les plus emblématiques de Minayegnan Coulibaly reste GIMpay, une plateforme régionale interopérable et inclusive, qui transcende le simple usage des cartes bancaires pour proposer un écosystème digital complet.

Grâce à cette solution :

- Les commerçants et les entreprises peuvent accéder à des outils de paiement digitaux simples et sécurisés.
- Les populations non bancarisées bénéficient d'un accès facilité aux services financiers via des alternatives adaptées (wallets électroniques, QR codes, etc.).
- Les institutions bancaires renforcent leur connectivité à une plateforme unifiée, optimisant ainsi les échanges monétaires régionaux.



Un acteur clé du développement numérique africain

Fort de son expertise, Minayegnan Coulibaly ne se limite pas aux paiements : il s'implique dans l'intelligence artificielle, les data centers et la transition numérique, garantissant à l'Afrique une place de choix dans l'économie digitale mondiale.

Un leadership agile et fédérateur

Au-delà des infrastructures et des technologies, son action transforme aussi la culture organisationnelle du GIM-UEMOA :

- Il privilégie une agilité opérationnelle favorisant l'adaptation rapide aux évolutions du marché.
- Il encourage une co-innovation forte entre banques, fintechs et acteurs institutionnels, garantissant une synergie durable.
- Il aligne ses initiatives avec les Objectifs de Développement Durable (ODD), intégrant des enjeux environnementaux et sociaux à la transformation monétaire.

Façonner un avenir africain audacieux et souverain

Plus qu'un dirigeant, Minayegnan Coulibaly est un catalyseur de croissance. Son action dépasse les chiffres et les infrastructures : elle porte une ambition profonde et structurée, ancrée dans la conviction que l'Afrique doit maîtriser son propre destin numérique et financier. Parce qu'il ne se contente pas de réagir aux tendances, mais qu'il les anticipe et les redéfinit, il façonne un écosystème durable, innovant et inclusif, où les Africains deviennent acteurs de leur propre autonomie monétaire et digitale.

PASCAL AFFI N'GUESSAN, ANCIEN PREMIER MINISTRE, CANDIDAT DU FRONT POPULAIRE IVOIRIEN À L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE D'OCTOBRE 2025

« Alassane Ouattara doit se retirer pour que la Côte d'Ivoire respire » !

Qu'est ce qui peut faire de 2025 votre année, l'année de Pascal Affi N'Guessan en Côte d'Ivoire ?

Parce-que je suis l'homme de ce moment de notre histoire ! Nous entrons dans un nouveau cycle politique avec la sortie de la scène publique des personnalités qui ont occupé l'espace pendant les 30 ans de l'ère post Houphouët-Boigny. La Côte d'Ivoire se trouve confrontée à de nouveaux défis. Je suis d'une génération intermédiaire entre ceux d'hier et ceux qui devront diriger la Côte d'Ivoire dans 10 ans.

Pour ceux de nos lecteurs sur le continent qui vous connaissent moins bien, que diriez-vous de vous-même ?

Je suis ingénieur de formation. Mais depuis 1990, j'ai basculé dans l'action politique. Ces 30 dernières années, j'ai assumé de nombreuses responsabilités dont la primature. Je suis aujourd'hui député à l'Assemblée nationale et le Front Populaire Ivoirien m'a choisi comme son candidat à l'élection présidentielle. C'est cette double légitimité, politique et technocratique, qui fait ma force.

Comment définir votre projet en quelques phrases ?

C'est la renaissance de la Côte d'Ivoire, sur le plan politique, économique, social. Nous avons besoin d'un nouveau modèle d'Etat, décentralisé, avec un partage équilibré des ressources financières nationales, qui assure un développement équilibré sur l'ensemble de notre territoire et une gouvernance moins hypertrophiée, véritablement démocratique.

Le progrès social est au cœur de nos ambitions : aujourd'hui l'indice de développement humain est catastrophique ; en Côte d'Ivoire l'espérance de vie a reculé. Le développement humain concerne l'éducation, la santé, l'emploi. Nous allons bâtir une Côte d'Ivoire du bien vivre, du mieux vivre et du vivre plus longtemps.



Pour soutenir cette dynamique, nous devons nous orienter vers une économie moderne, industrielle, qui s'appuie sur la digitalisation, qui valorise nos ressources par la transformation.

La réconciliation est au cœur de votre démarche ? Qu'est-ce qui a failli dans ce processus en Côte d'Ivoire ?

Il a manqué un leadership volontariste, une vraie volonté politique. Ceux qui sont arrivés au pouvoir dans la violence n'ont pas su faire preuve de capacité de dépas-

sement pour apaiser l'environnement, tendre la main aux vaincus, panser les cœurs de tous, sans distinction. C'est véritablement ce rôle que j'ambitionne aussi d'assumer.

Vous avez récemment mis en cause la réalité de la démocratie en Côte d'Ivoire. En comparaison avec le reste de l'Afrique, est-ce que ce n'est pas un pays globalement plus démocratique ?

Non, c'est tout le contraire. Nous sommes très en retard, surtout si nous comparons



la Côte d'Ivoire au reste de l'Afrique de l'Ouest, exception faite des régimes militaires du Sahel central. Si l'on regarde nos voisins du Ghana, du Sénégal, du Nigéria, il existe chez nous un vrai décalage entre notre niveau de développement et l'affermissement de notre démocratie. Cela se ressent dans les classements internationaux en matière de droits de l'homme et de bonne gouvernance.

On a aujourd'hui une opposition éclatée. Peut-elle gagner sans se rassembler ?

Ensemble, nous allons travailler à imposer des conditions électorales satisfaisantes pour que l'alternance soit possible. La volonté de changement est très forte, eu égard à ce qu'endure le pays sur le plan des libertés, sur le plan social, sur le plan de la gouvernance. Cela fait 15 ans que cela dure. Il nous appartient de concrétiser cette aspiration de nos populations au changement.

A ce jour Alassane Ouattara reste mystérieux sur sa candidature. Vous êtes l'un des principaux pourfendeurs de l'idée du 4ème mandat. Pourquoi ? Est-ce que le 3ème mandat n'a pas de fait remis les compteurs à zéro ?

Avoir violé la constitution une première fois ne donne pas le droit de la violer à nouveau. La constitution est claire : aucun Ivoirien ne peut faire plus de 10 ans à la tête de ce pays. Le président Ouattara est dans un mandat illégal, acquis contre la constitution et nous ne pouvons pas tolérer qu'il persiste. En dehors même du principe constitutionnel, il a déclaré publiquement à plusieurs occasions qu'il se retirait et qu'il allait passer le flambeau à une autre génération. Il a estimé en 2020 que le décès de son candidat constituait « *un cas de force majeure* ». Mais en 2025 il ne peut plus y avoir de « *cas de force majeure* ». Alassane Ouattara doit se retirer pour que la Côte d'Ivoire respire.

Le président sortant a réussi à garantir une certaine stabilité dans un environnement ouest africain agité. Est-ce que ce n'est pas un argument pour qu'il reste ?

La stabilité, ce n'est pas l'absence de guerre. La stabilité, c'est l'assainissement de la situation, l'apaisement des tensions, c'est l'harmonie à l'intérieur comme à l'extérieur. Or, Monsieur Ouattara n'a pas instauré l'harmonie. Le pays est sous tension, à l'intérieur comme avec nos voisins, et tous les jours fusent de part et d'autre des ac-

Avoir violé la constitution une première fois ne donne pas le droit de la violer à nouveau.

La constitution est claire : aucun Ivoirien ne peut faire plus de 10 ans à la tête de ce pays. Le président Ouattara est dans un mandat illégal, acquis contre la constitution et nous ne pouvons pas tolérer qu'il persiste.

cusations de volonté de déstabilisation. Il n'y a pas de stabilité en Côte d'Ivoire ; il y a une accalmie précaire, qui peut basculer dans un sens ou dans un autre à tout moment.

La Côte d'Ivoire est fâchée avec ses voisins immédiats. Comment feriez-vous mieux pour vous réconcilier avec des régimes militaires dont les valeurs sont aux antipodes des vôtres ?

C'est vrai que nous avons condamné ces coups d'état et nous-mêmes en avons été victime directement, en tant qu'individu, en tant que leader politique aussi, puisque notre frère Mohamed Bazoum a été renversé et demeure privé de liberté depuis de longs mois. Donc c'est une situation que nous avons condamnée et que nous espérons voir corrigée rapidement. Mais il nous faut rentrer dans une logique de négociation, de dialogue, qui permette à la fois d'assurer des relations cordiales entre les États et ensuite de faire avancer la démocratie dans ces différents pays. Il faut convenir de stratégies communes de mutualisation de nos moyens, pour faire face à la menace terroriste à laquelle ils sont confrontés. C'est véritablement un changement de stratégie qu'il faut opérer entre l'AES et les membres de la CEDEAO.

La CEDEAO est aujourd'hui affaiblie avec le départ de 3 pays. Est-ce qu'elle a encore un avenir et sous quelles conditions ?

La CEDEAO a bien sûr un avenir. Les pays de la sous-région ont besoin d'un cadre de

coopération, d'un cadre de mutualisation de leurs moyens et d'un cadre commun pour leur commerce et leur industrie. La CEDEAO est confrontée à des problèmes de gouvernance qu'il faut résoudre. Les évolutions auxquelles nous assistons au Sénégal, au Ghana, au Nigéria, où un nouveau leadership est en train de se mettre en place, devrait permettre à la CEDEAO de se repositionner afin de reconquérir l'estime de tous les pays de la région, le cœur des peuples.

On vous sait proche de Mohamed Bazoum. Que faudrait-il faire pour relancer un processus pour permettre sa libération ?

Seule la diplomatie, avec les jeux d'influence et le leadership des différents dirigeants, peut faire évoluer les choses. Il n'y a pas de fatalité. Il existe toujours une solution. Et puis, au Niger, les militaires au pouvoir doivent comprendre que la détention de Mohamed Bazoum ne résout aucun problème. Au contraire, elle constitue le problème majeur. Pour que ce pays puisse solder ses différents et remettre la démocratie sur les rails, il faut d'abord que les dirigeants issus du coup d'Etat résolvent la « *question Mohamed Bazoum* », ce qui passe par sa libération.

Pour en revenir à la Côte d'Ivoire, craignez-vous que cette élection ne se traduise par de nouvelles violences, comme souvent ?

Oui, c'est la crainte de tous les Ivoiriens devant le refus obstiné du pouvoir d'ouvrir un nouveau cycle de dialogue. Un nombre impressionnant de leaders de l'opposition sont exclus de la liste électorale et donc du jeu politique ; d'autres sont en exil ; d'autres en prison, encore récemment des cadres du PPACI ont été condamnés à 10 ans d'incarcération.

Cet environnement politique donne des raisons d'avoir des inquiétudes pour l'échéance d'octobre 2025. Nous ne cessons de le dire au pouvoir sortant : le dialogue est nécessaire et même incontournable. La balle est dans son camp. Nous espérons qu'il saura la saisir pour garantir des élections pacifiques, justes et transparentes. Nous allons mobiliser nos compatriotes mais aussi solliciter nos partenaires internationaux. Le dialogue, c'est toujours mieux que de jouer au pompier en réparant la casse. Cela ne coûte pas cher et cela peut garantir la paix !

Propos recueillis par Solenn GAÏA

FIDÈLE SARASSORO

Une pièce centrale du dispositif présidentiel ivoirien

Directeur de cabinet du Président Alassane Ouattara, Fidèle Gboroton Sarassoro est une pièce centrale du dispositif présidentiel. Ce technocrate à la longue carrière onusienne.

Il fait partie, avec le Ministre, Directeur de cabinet du Vice-Président de la République, Emmanuel Koffi Ahoutou et Mme la Secrétaire générale de la Présidence de la République, Mme Masséré Touré épouse Koné, du cercle restreint de la Présidence de la République ivoirienne. Elu député en 2021 de Sinématiali, dans le nord du pays, le technocrate à la longue carrière onusienne est même cité comme un potentiel successeur au chef de l'État, Alassane Dramane Ouattara. Né en 1960, ce diplomate, haut fonctionnaire et homme politique ivoirien, est ancien fonctionnaire de l'Onu et membre du Rassemblement des houpouëtistes pour la démocratie et la paix (Rhdp). Figure intellectuelle de la Côte d'Ivoire, il est titulaire d'une licence en science économique obtenu en Côte d'Ivoire et d'un doctorat de l'université de l'Illinois à Urbana-Champaign aux États-Unis.

Carrière de diplomate bien remplie à l'Onu

Selon Wikipédia, Fidèle Sarassoro a commencé sa carrière au sein des organismes des Nations unies au Bureau des Nations unies pour les services de projet, le Fonds des Nations unies de développement du capital et l'Agence des États-Unis pour le développement international (Usaid).

Entre 2002 et 2006, Fidèle Sarassoro fut le coordonnateur résident des Nations unies et représentant résident du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) au Togo, où il assiste le gouvernement togolais dans la formulation des réformes relatives à la gouvernance. Par la suite, il occupa, dès 2006, les fonctions de résident et de coordonnateur humanitaire des Nations unies ainsi que de représentant résident du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) en Éthiopie où il développe un mécanisme de coordination pour remédier aux problèmes de l'accès à l'aide humanitaire.

Il dirigea la réforme de l'Onu et améliora la coordination de l'une des plus grandes équipes de pays de l'Onu en Afrique. Mais aussi, l'efficacité de l'assistance, en sa qualité de coprésident du groupe pour l'aide au développement, le consortium des donateurs en Éthiopie. En 2009, Fidèle Sarassoro fut nommé par le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, au poste de représentant spécial adjoint pour la République démocratique du Congo (Rdc), où il occupa aussi les fonctions de coordonnateur résident des Nations unies et de coordonnateur humanitaire. Il succéda à Ross Mountain de la Nouvelle-Zélande. Fidèle Sarassoro quitta la Rdc en 2012.



Une bonne carrière politique

De retour en Côte d'Ivoire en 2012, Fidèle Sarassoro est nommé directeur de l'Autorité pour le désarmement, la démobilisation et la réintégration (Addr) des ex-combattants de la crise politico-militaire de 2010-2011. À la dissolution de l'Addr, le Président Alassane Ouattara le nomme Conseiller spécial et chef de Cabinet chargé de l'agenda présidentiel en 2015. Pendant près de deux ans, il occupe ce poste avant de devenir directeur de cabinet en janvier 2017. Fidèle Sarassoro conserve ses fonctions jusqu'en 2021 où il devient ministre. Il est reconduit dans le gouvernement Beugré Mambé du 17 octobre 2023. Il faut rappeler que c'est en 2021, sous la bannière du Rassemblement des houpouëtistes pour la démocratie et la paix (Rhdp), qu'il fut élu député de Sinématiali, dans la région du Poro, lors des élections législatives de mars 2021, avec plus de 99 % des suffrages exprimés.

Abdou Rahman DABO

COTE D'IVOIRE

La base française de Por-Bouët rétrocédée à l'Etat



La date du jeudi 20 février 2025 restera gravée dans la mémoire des Ivoiriens. En effet, le Bataillon d'infanterie de marine (43^e BIMA), la base militaire appartenant à la France, située à Port-Bouët, l'une des dix communes de la ville d'Abidjan, a été officiellement rétrocédée à la Côte d'Ivoire. Le camp porte désormais le nom du Général corps d'armée, Ouattara Paul Thomas d'Aquin, en hommage au premier chef d'Etat-major des armées de Côte d'Ivoire.

C'était lors d'une cérémonie à laquelle ont participé le ministre français des Ar-

mées, Sébastien Lecornu, et son homologue ivoirien, Téné Birahima Ouattara. Contrairement à ce qui s'est passé dans d'autres pays africains où l'armée française a été chassée, en Côte d'Ivoire, il y a eu démarche concertée.

En effet, selon certaines indiscretions, cette rétrocession, annoncée le 31 décembre 2024 par le Président ivoirien, Alassane Ouattara, est le résultat d'un processus initié il y a deux ans entre les deux pays et répond à la volonté de la France de réorganiser son dispositif militaire en Afrique. Dans tous les cas, la France reste un allié de taille de

la Côte d'Ivoire comme l'a annoncé sur Rfi, son ministre de la Défense. « *La coopération militaire continue avec la France. Il n'y a pas de rupture* », a dit Téné Birahima Ouattara.

A rappeler que l'armée française a dû plier bagage, de gré ou de force en février 2022 au Mali et en 2023 au Burkina Faso et au Niger. Les autorités de ces pays ont brutalement dénoncé l'accord militaire liant leurs pays à la France. Puis, le Tchad a demandé à l'armée française de quitter son territoire, alors que le Sénégal négocie le départ des troupes françaises d'ici fin 2025.

GUINEE

Lancement d'un nouveau Service d'information du Gouvernement

Le Gouvernement de la République de Guinée a annoncé, le 12 février 2025, le lancement officiel de Guinée GOUV., le Service d'information du Gouvernement placé sous l'autorité du Porte-parole du Gouvernement. Cette initiative, selon le communiqué, traduit la volonté de l'Exécutif de promouvoir une communication institutionnelle moderne et transparente, au service de tous les citoyens. Guinée GOUV. repose sur trois objectifs fondamentaux : Informer. Expliquer. Connecter.

Guinée Gouv. a pour ambition de devenir un vecteur essentiel de la communication gouvernementale en Guinée. Il s'agit, d'après le document, avant tout d'informer les citoyens en leur fournissant des informations claires, précises et accessibles sur les actions et politiques publiques du Gouvernement. Le service vise également à renforcer la transparence institutionnelle en établissant une communication fiable et factuelle, afin d'instaurer un climat de confiance entre les institutions publiques et la population.

Parmi ses principales initiatives figurent deux dispositifs innovants : Guinée Connect. : une initiative permettant aux citoyens de poser leurs questions directement aux responsables publics. Ces interactions seront soutenues par des sessions d'échange régulières sur les réseaux sociaux et dans les médias, avec la participation du porte-parole du Gouvernement, M. Ousmane Gaoual Diallo, ainsi que d'autres Ministres et représentants étatiques. Et Guinée Factuel. : un dispositif dédié à la lutte contre la désinformation, visant à prévenir la propagation des fake news. Cette initiative proposera des réponses factuelles et vérifiées pour garantir la crédibilité des informations et renforcer la confiance des citoyens envers les institutions.

Selon Ousmane Gaoual Diallo, Ministre et Porte-parole du Gouvernement, « *Guinée GOUV. représente une avancée majeure dans la communication de la République de Guinée. En favorisant un dialogue ouvert et constructif, ce service contribuera à renforcer le lien entre les citoyens et le Gouvernement.* » La gestion de Guinée GOUV.



sera assurée par une équipe de professionnels dirigée par Aboubacar Condé. Ce dernier d'affirmer : « *Nous avons constitué une équipe compétente et engagée pour offrir des informations fiables et accessibles. Guinée GOUV. se positionne comme un outil essentiel pour accompagner les citoyens dans leur compréhension des actions gouvernementales.* » Cette initiative, dit-on, s'inscrit dans la lignée des efforts déployés par Son Excellence le Président de la République et le Gouvernement, notamment à travers des projets phares tels que Simandou 2040 et le Branding Guinée, visant à accroître la transparence, amé-

liorer la visibilité du pays et renforcer son attractivité tant au niveau national qu'international.

Le Gouvernement invite l'ensemble des citoyens ainsi que les acteurs des médias à s'approprier Guinée GOUV., accessible dès aujourd'hui via les reportages télé "Les Acquis de la Gouvernance" mais aussi sur les canaux officiels, y compris, Facebook, X, LinkedIn et Instagram, en tant qu'espace d'information et d'échange dédié à une meilleure compréhension des politiques publiques et une interaction citoyenne renforcée.

Abdou Rahmane DABO

MALI

Barrick Gold devra payer 438 millions de dollars pour reprendre ses activités minières

Barrick Gold, le géant minier canadien, a conclu un accord avec le Gouvernement malien pour relancer ses opérations sur le site de Loulo-Gounkoto, le mine la plus importante du pays. L'information a été donnée par l'agence Reuters le mercredi 19 février 2025. Cet accord prévoit un versement de 438 millions de dollars, soit 275 milliards de FCfa, à l'Etat malien. L'accord prévoit ce paiement en échange de la reprise des opérations, de la libération d'employés et de la restitution de l'or saisi. A noter que le différend entre Barrick Gold et l'Etat malien a duré deux ans. Le désaccord portait sur le Code minier malien de 2023 qui octroi à l'Etat une part plus importante des bénéfices générés par l'exploitation des ressources minières. Une révision du Code ayant entraîné de difficiles négociations entre les deux parties. Ainsi donc, l'accord implique des concessions de part et d'autre et permet d'éviter une procédure d'arbitrage international qui peut s'avérer longue et coûteuse.

Abdoul Rahmane DABO



GUINEE-BISSAU

La date des élections présidentielle et législatives fixée au 23 novembre prochain

En fin de mandat ce mois-ci, le président de la Guinée-Bissau, Umaro Sissoco Embaló, s'exprimant le dimanche 23 février 2025, après une rencontre avec le Premier ministre sénégalais Ousmane Sonko, avait annoncé que l'élection présidentielle se tiendrait le 30 novembre de cette année. « *Les élections (présidentielle et législatives) auront lieu le 30 novembre 2025. Je vais signer d'ailleurs un décret dans ce sens* », a déclaré dimanche M. Embaló à la presse, sans préciser la date de signature. Il a également assuré que les formalités nécessaires seraient accomplies. Toutefois, le vendredi 7 mars dernier, Umaro Sissoco Embaló a avancé la date des élections présidentielle et législatives, la fixant par décret au 23 novembre prochain, après une concertation, le même jour, avec des partis pour trouver une solution à la crise politique dans son pays. A noter que la rencontre s'est tenue sans la principale coalition d'opposition Pai terra Ranka.

Le président Embaló fait face à une crise sociale et politique dans son pays. L'opposition l'accuse de chercher à prolonger son maintien au pouvoir et de retarder l'organisation des élections. La date de la fin du mandat du président Embaló fait aussi, depuis plusieurs semaines, l'objet de contestations de la part de l'opposition qui estime que celui-ci arrive à échéance le 27 février. Toutefois, la Cour suprême a indiqué, début février, que M. Embaló termine son mandat le 4 septembre. Rappelons que M. Embaló a prêté serment pour un mandat de cinq ans le 27 février 2020.

A. R. DABO



38E SOMMET DE L'UNION AFRICAINE

Mia Mottley de la Barbade appelle l'Afrique à s'émanciper de l'esclave mental

C'est un véritable cri de cœur que le Premier ministre de la Barbade, Mia Mottley, a lancé, le 15 février dernier, lors de l'ouverture du 38^e Sommet de l'Union africaine tenu à Addis-Abeba, en Ethiopie, aux pays membres de l'Union. Son souhait, que le continent s'émancipe de l'esclave mental afin de construire l'avenir.

Le Premier ministre de la Barbade, Mia Mottley, a appelé, le 15 février dernier, lors de l'ouverture du 38^e Sommet de l'Union africaine tenu à Addis-Abeba, en Ethiopie, les pays africains à l'unité. « C'est peut-être le cri d'une fille d'Afrique naïve et romantique Mais, si c'est le cas, je préfère mourir en étant une fille d'Afrique naïve et romantique plutôt qu'une fille cynique, qui serait intimidée par les actions et le pouvoir des autres », a-t-elle d'abord dit en ironisant. Et de poursuivre : « les réparations que nous demandons à la communauté internationale, c'est d'être capable de les reconnaître, c'est avant tout ce que nous demandons à chacun de nos enfants : Dis pardon. Dis pardons, et pense-le vraiment. Après avoir présenté vos excuses, reconnaissez que l'avenir du monde n'est pas possible sans la stabilité de l'Afrique et de sa diaspora. Aussi longtemps que l'hypocrisie et les doubles standards demeureront, il sera impossible de garantir la stabilité et la paix dans aucune nation à travers le monde ».

Et de marteler encore : « les réparations que nous demandons au-delà des excuses doivent garantir un accès équitable au développement et à la compensation, car nous avons tous commencé le voyage de l'indépendance avec un déficit chronique. Un déficit de ressources, un déficit d'équité, un déficit d'opportunités. Mais, il ne s'agit pas seulement de réparations que nous demandons à la communauté internationale. Car, nous devons nous-mêmes réparer les dommages qui nous ont été infligés ». A l'en croire, le continent ne peut pas se satisfaire des contraintes imposées par l'occident notamment. « L'idée de visa de transit que nos compatriotes doivent mendier pour pouvoir se déplacer à travers



le monde, ne peut pas nous satisfaire. Pour aller vers l'Est et aller vers l'Ouest, nous sommes obligés d'aller d'abord vers le Nord. Ce n'est pas bien », a dénoncé Mia Mottley. Pour elle, il y a lieu d'agir. « Nous devons cesser d'en parler et faire simplement le nécessaire pour construire des ponts aériens et maritimes qui nous permettront de contrôler notre destin. Je vous demande de réfléchir à cela car c'est cet acte simple qui va garantir ce ne sont pas seulement les chefs d'Etat qui se réuniront à Accra ou à Bridgetown, mais ce sont les gens ordinaires qui pourront commencer

et se déplacer du point le plus proche de Dakar au point le plus éloigné de Bridgetown. Dépouillons-nous des cicatrices de l'histoire et devenons des artisans de notre destin, en reconnaissant que les seules personnes qui peuvent nous arrêter maintenant, c'est nous-mêmes. Nous devons nous émanciper de l'esclavage mental et construire l'avenir que notre peuple attend de nous et lui donner la fierté qui est la sienne. Et nous devons le faire dans l'esprit avec les résultats d'Adwa », a-t-elle invité les Africains.

Daouda MANE (Source UA)

NOTATION FINANCIERE

L'Ua se dote d'une Agence

L'Union africaine a lancé, lors du son 38^e Sommet tenu les 15 et 16 février 2025 à Addis-Abeba (Ethiopie), sa propre agence de notation financière. Ce qui constitue pour nombre d'observateurs « une avancée historique pour l'autonomie économique du continent ».

Un sommet durant lequel les chefs d'État africains ont annoncé l'officialisation de la création d'une Agence panafricaine de notation financière. Cette initiative marque, selon certains, « un tournant dans la gestion économique du continent, visant à fournir des évaluations financières plus adaptées et justes, loin des influences des agences de notation occidentales souvent critiquées pour leurs biais ». L'on se rappelle que des Chefs d'État africains ont toujours dénoncé les notations occidentales qui ne tiennent pas compte des réalités africaines.

L'objectif de cette nouvelle agence est donc de « renforcer la souveraineté économique de l'Afrique en offrant une évaluation indépendante et transparente des risques financiers des pays, tout en contribuant à la réduction de leur dépendance vis-à-vis des institutions financières internationales ». L'Union africaine entend ainsi « améliorer l'accès au financement pour les pays africains, attirer les investisseurs étrangers et promouvoir des projets de développement en adéquation avec les spécificités et priorités du continent ». L'officialisation constitue une étape clé dans le processus de consolidation de l'intégration économique de l'Afrique et dans la recherche de solutions à ses défis financiers.

Source : Cloche Média Monde



*William Ruto,
Président kenyan*

UNION AFRICAINE

Le Djiboutien Mahamoud Ali Youssef, nouveau président de la Commission



Le 15 février 2025, il y a eu une grande surprise au 38^e Sommet de l'Union africaine (Ua) qui s'est tenu les 15 et 16 février 2025 à Addis-Abeba, capitale de l'Ethiopie et siège de l'instance panafricaine. En effet, alors que tout le monde s'attendait à l'élection de Raila Odinga du Kenya qui était le principal favori, c'est finalement Mahamoud Ali Youssef, ministre djiboutien des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, porte-parole du gouvernement à Djibouti, qui a été choisi pour succéder au Tchadien Moussa Faki Mahamat à la tête de la Commission de l'Union africaine. Trois candidats issus de l'Afrique de l'Est étaient en lice et se sont partagés les faveurs des chefs d'État du continent. Il s'agissait de Raila Odinga du Kenya, Richard Randriamandrato de Madagascar et Mahamoud Ali Youssef de Djibouti. Tous ont battu une campagne à travers le continent pour avoir les faveurs des Chefs d'État qui ont finalement porté leur choix sur le Djiboutien. Selon certaines indiscretions, la machine diplomatique kenyenne, trop optimiste, a perdu le vote de l'Afrique du Nord. Mahamoud Ali Youssef aurait obtenu 33 voix contre 26 pour le candidat kenyan, Raila Odinga.

Abdou Rahman DABO

EUROPE

La démocratie face à l'extrême droite

Hongrie, Italie, Slovaquie, Hollande, Allemagne, France, Espagne et Portugal font face à une présence déstabilisatrice de l'extrême droite, avec des partis qui sont déjà au pouvoir ou fortement représentés dans les différents parlements.



Les dirigeants des partis européens d'extrême-droite.

C'est une sorte d'épidémie, voire une gangrène qui se répand ou se métastase sur le « *Vieux continent* ». Qui l'aurait cru, après la montée des fascismes des années 30 et la boucherie de la deuxième guerre mondiale, qui en est suivie, pendant laquelle l'Allemagne nazie a perpétré l'Holocauste. Sans oublier le nombre global de morts estimé à plus de 50 millions, réparti sur tous les continents. Les vieux démons ressurgissent et, sous couvert de « *chasse aux immigrés* », le racisme le plus

abject est brandi comme un étendard politique qui ne révolte plus personne.

Quand le Premier ministre français, François Bayrou parle de « *sentiment de submersion* », en écho à son ministre de l'intérieur, Bruno Retailleau qui braconne sur la terminologie du front national, rebaptisé Rassemblement national. Le parti de Marine Le Pen qui trône au Palais Bourbon, avec une majorité, naguère impensable. En Italie, Mme Melonie dirige le gouvernement depuis 2022 et on lui déroule le tapis presque

partout. Il est vrai qu'elle a mis de l'eau dans son vin, en donnant des papiers aux immigrés et en défendant l'Union européenne et sa position dans la guerre/Ukraine/Russie. Réalisme oblige, car l'Italie, comme la totalité des pays européens, est vieillissante, en proie à la dénatalité et, donc en besoin vital de bras jeunes, ceux des immigrés. C'est le paradoxe de cette situation qui révèle de certains politiques européens, la face hideuse d'un racisme enfoui au plus profond d'eux-mêmes et, qui seule, peut

justifier un choix absurde de rejeter l'immigration qui est la seule et unique bouée de sauvetage pour une Europe en proie à la dénatalité et qui a un besoin vital de jeunes travailleurs.

En France la pérennisation du système de retraite en dépend. Et, même, la survie du pays. Il en est de même pour toute l'Europe (d'autres pays, notamment asiatiques ont la même équation à résoudre) où les populations droguées aux fake news (« *il y a trop d'immigrés, ils volent nos emplois* » et autres balivernes) votent pour l'extrême droite. Y compris l'Allemagne qui assiste à la résurgence d'un parti nazi, l'AFD, 80 ans après la chute du régime criminel de Hitler. Les peuples peuvent avoir la mémoire courte, favorisée par un changement de générations, mal éduquées, en proie à la propagande populiste la plus abjecte. Ce qui se joue actuellement dans cette diabolisation des immigrés qui favorise un déchaînement verbal raciste, islamophobe et antisémite même si les discours officiels et médiatiques évitent de cibler les juifs, est bien la remise en question des décennies de lutte pour le respect de l'égalité de tous les hommes. Lutte consacrée par le procès de Nuremberg qui a créé le « *crime contre l'humanité* » qui nie l'humanité de l'homme, viole ses droits attachés à sa « *qualité d'être humain* » et réaffirme l'impératif catégorique de le sanctionner. En en faisant un crime imprescriptible !

Les discours anti-immigrés prolongent les « *cris de singe* » qui ciblent les joueurs africains sur les terrains de football, notamment en Europe. Terrains de football où, il y a de plus en plus de joueurs et arabes, recrutés en Afrique, mais aussi au Brésil et ailleurs dont l'augmentation du nombre se justifie par un besoin économique pour des pays en manque de natalité. Le sport est aussi un terrain économique majeur : il faut remplir les stades, attirer les sponsors, mobiliser les consommateurs, bref faire marcher le business. Donc trouver les jambes et les athlètes capables de faire le job.

A l'évidence, l'Europe est prise au piège du capitalisme et du racisme destructeur qui menace ses sociétés démocratiques. Faire croire que c'est l'immigration le problème, la cause de tous les maux, c'est sombrer dans l'irrationnel. En effet, toutes les études sérieuses démontrent que l'immigration est la solution, en attendant un probable sursaut nataliste qui permettrait de rééquilibrer le déficit démographique. L'horizon d'une société « *gérée* » par l'intelligence artificielle est, peut-être proche,



Le Premier ministre hongrois Viktor Orbán (à d.) et son homologue slovaque, Robert Fico – ici à Budapest.



Giorgia Meloni

mais encore en gestation. Va-t-elle faire disparaître le besoin de travailleurs immigrés ? Rien n'est moins sûr !

Il faudra certainement des travailleurs hautement qualifiés, donc des jeunes très bien formés. Le facteur humain sera toujours indispensable. L'extrême droite raciste et populiste est une « *force des années des ténèbres, un passé répugnant, lorsque l'homme traitait son semblable comme un esclave, une bête de somme, lui niant sa*

dignité inaliénable d'être humain. C'est ce passé terrifiant que les nazis de l'AFD, par exemple, vénèrent, comme des héritiers décomplexés de Hitler. Organiser la lutte contre ces néo-nazis d'Allemagne et d'ailleurs, est une urgence européenne et planétaire. L'immigration est un camouflage, comme naguère les accoutrements des membres du Ku Klux Klan. Les White Suprematistes sont leurs « indignes successeurs ».

Mouhamadou M. DIA

SEBASTIAN SANZO, DIRECTEUR DE L'HOPITAL SAN ROQUE

« Notre objectif pour les 100 prochaines années est de continuer à être leader en matière de soins de santé »

L'hôpital de l'Association Gran Canaria est très couru. Les malades viennent de partout pour bénéficier de son excellent plateau technique, mais aussi des conditions de prise en charge excellentes. Dans cet entretien, son président, Sebastian Sanso revient sur les raisons de cette attraction.



Directeur, l'hôpital San Roque de Las Palmas est l'un des établissements médicaux les plus réputés de Las Palmas, en Espagne. Pouvez-vous revenir sur l'historique de cet établissement sanitaire ?

L'Hôpital Universitaire San Roque a fêté son premier centenaire en 2020. Cela fait cent ans qu'un groupe de médecins au prestige reconnu de l'époque avait jeté les bases de la santé privée en Grande Canarie, à partir du modèle de santé caritative hérité du XIXe siècle. De l'hospice sanitaire avec ses déficiences, à la maison adaptée aux interventions chirurgicales, en passant par la communauté de biens, la clinique et l'hôpital, jusqu'à devenir un hôpital universitaire, notre organisation a été, au cours de ces 100 ans, un point de référence pour l'innovation en matière de soins de santé pour la population de Grande Canarie et ces visiteurs.

De la lutte contre l'épidémie mortelle de grippe d'après la Première Guerre Mondiale, à l'avant-garde dans la prévention, le diagnostic, le traitement et la recherche sur le cancer, à l'hôpital Universitaire San Roque on a joué un rôle important dans l'histoire médicale et sociale de la Grande Canarie. Ayant atteint les meilleurs standards de qualité reconnus par les différentes accréditations dans les domaines d'organisation et de soins, nous avons évolué vers une « humanisation » à l'attention sanitaire, en accordant de l'importance aux facteurs sociaux et à la sécurité des patients ; à la prévention comme premier acte fondamental de protection de la santé ; à un modèle de développement durable qui préserve l'environnement grâce à des outils qui améliorent l'efficacité énergétique et qui réduisent les émissions de gaz à effet de serre. Notre objectif pour les 100 prochaines années est de continuer à être leader en matière de soins de santé avec les meilleurs professionnels, en introduisant les technologies les plus avancées, et en assumant avec responsabilité notre ferme engagement à la santé de toute la population.

Des patients viennent de partout notamment des pays développés comme les États-Unis, le Canada, le Royaume-Uni pour se faire soigner. Quelle politique avez-vous développée pour que l'hôpital soit si attractif ?

Il est important de noter que l'hôpital a une longue expérience et un «KNOW HOW» (c'est-à-dire l'expérience du savoir-faire) résultant de nombreuses années de rude



José Manuel Baltar, Président de l'Association Gran Canaria Spa, Wellness & Health, responsable des entreprises technologiques et adjoint à la présidence des Hôpitaux Universitaires San Roque.

labeur. Dans le cadre du plan stratégique pour atteindre nos objectifs, nous mettons l'accent sur les points suivants :

1. Marketing Digital International : Utiliser des réseaux sociaux et du SEO pour atteindre beaucoup de personnes spécifiquement dans des pays comme les États-Unis et diverses régions d'Afrique. Créer des

contenus en plusieurs langues et adapter le message peut être culturellement très utile.

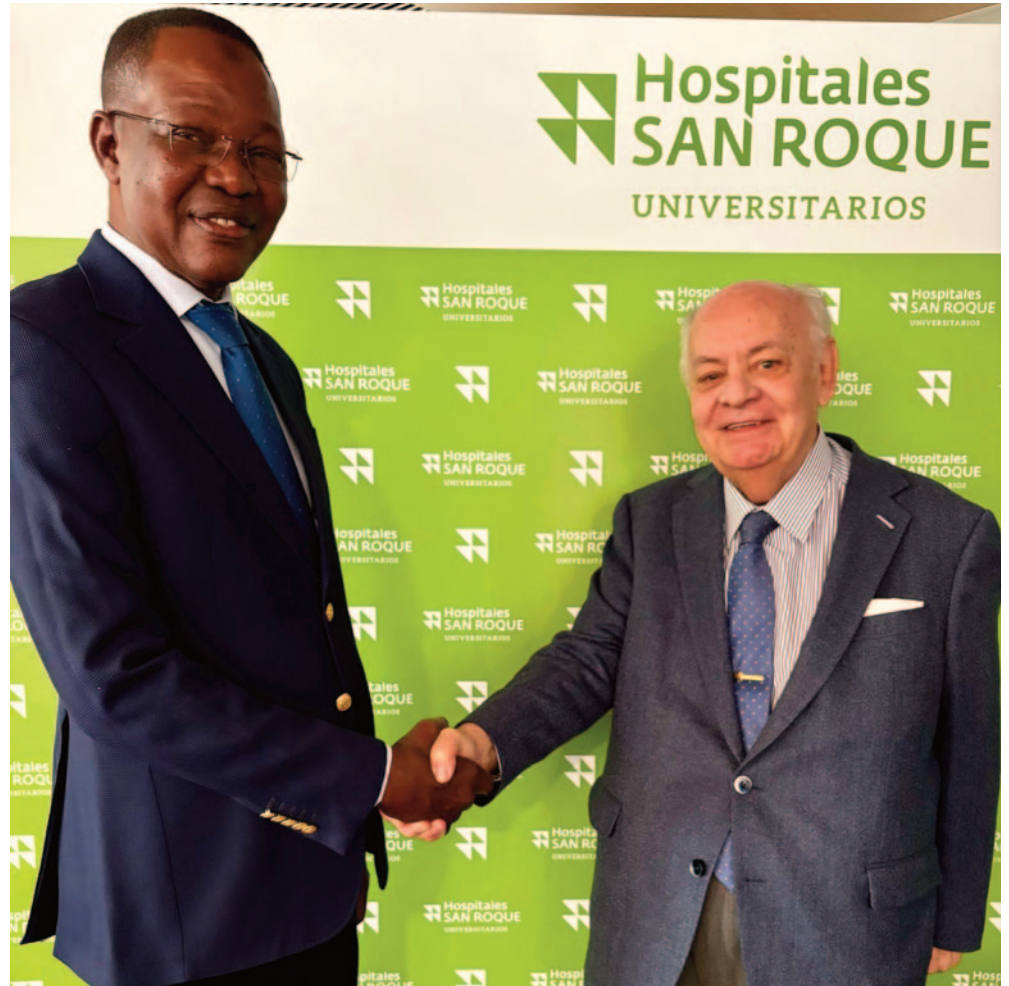
2. Collaborations avec des Médecins Locaux : Établir des relations avec des médecins et des cliniques dans les pays d'origine peut aider à orienter les patients. Les médecins locaux





peuvent faire confiance à l'hôpital et le recommander à leurs patients.

3. Participation aux Foires de la Santé : Assister aux foires et conférences internationales de la santé peut augmenter la visibilité de l'hôpital. Cela permet également de nouer des contacts avec d'autres professionnels de la santé et des patients potentiels.
4. Programmes de Télémédecine : Offrir des premières consultations via la télémédecine peut attirer des patients qui envisagent de voyager pour bénéficier d'un traitement. Cela leur permet de connaître les médecins et de découvrir l'hôpital avant de prendre une décision.
5. Témoignages et Cas de Réussite : Partager des histoires de patients ayant eu des expériences positives dans votre hôpital peut être très persuasif. Les témoignages en vidéo ou écrits peuvent générer de la confiance.
6. Forfaits de Services : Créer des forfaits incluant le traitement médical, l'hébergement et le transport peut rendre l'expérience plus attractive et accessible pour les patients internationaux.
7. Conseil pour Visas et Voyages : Offrir une assistance pour le processus d'obtention du visa et la logistique de voyage peut être un avantage considérable pour les patients venant d'autres pays.
8. Réseaux de Contact et Ambassades : Collaborer avec des ambassades et des consulats peut aider à promouvoir les services de l'hôpital aux citoyens d'autres pays ayant besoin de soins médicaux.
9. Qualité et Certifications : S'assurer que l'hôpital soit accrédité et respecte les normes internationales. Cela peut être un facteur décisif pour des patients cherchant des soins médicaux à l'étranger.
10. Attention Personnalisée : Offrir un service client exceptionnel et une attention personnalisée peut faire de sorte que les patients se sentent



Abdou Rahman DABO en compagnie de Mario Rodríguez, président des Hôpitaux Universitaires de San Roque.

valorisés et plus enclins à porter leur choix sur l'hôpital.

L'ophtalmologie, la chirurgie de la colonne vertébrale, l'obstétrique et la gynécologie sont les spécialités les plus importantes. La qualité de vos services médicaux et des traitements est confirmée par l'Organisation internationale de normalisation. Pourquoi ces spécialités et y en a-t-il d'autres ?

Bien sûr, parmi les spécialités de pointe, nous mettons l'accent sur :

✓ **LE SERVICE INTEGRAL D'ONCOLOGIE**

• Nous offrons un traitement rapide, intégral et sur mesure

L'attention intégrale en oncologie est une priorité, c'est pourquoi nous disposons d'un personnel multidisciplinaire, de la technologie la plus avancée et d'une approche personnalisée « Porte Unique ».

L'hôpital Universitaire San Roque associe technologie et médecine de précision pour

« tracer un itinéraire thérapeutique personnalisé » et offrir une attention intégrale au patient atteint de cancer et à ses proches.

« Le Centre Intégral d'Oncologie des îles Canaries de l'HUSR dispose de la plateforme technologique la plus complète pour le diagnostic, le traitement chirurgical et l'assistance oncologique du cancer, même dans les situations les plus complexes. L'organisation de toutes les ressources disponibles est orientée vers l'assistance intégrale et l'accompagnement du patient et de son entourage. »

Une équipe médicale qualifiée et axée sur l'excellence, la rapidité des soins, une capacité technologique unique, la recherche et l'accompagnement personnalisé tout au long du processus sont les grands piliers de l'unique Centre d'Oncologie des îles Canaries. L'assistance multidisciplinaire par laquelle divers spécialistes évaluent les cas lors des comités multidis-



ciplinaires de tumeurs, est assurée par une équipe de spécialistes en chirurgie, diagnostic par imagerie, médecine nucléaire, anatomie pathologique, pathologie moléculaire, ainsi que des oncologues, gynécologues, urologues, pneumologues, psychologues, entre autres. Et de cette vision d'équipe émerge un itinéraire thérapeutique organisé pour chaque patient, supervisé et suivi par un « comité de tumeurs ».

*Une technologie de pointe au service

du patient pour le diagnostic et le traitement du cancer. « Pour le premier cas, nous disposons d'un service de diagnostic par imagerie équipé de résonances magnétiques de dernière génération, de scanners, de mammographies avancées et de tous les examens radiologiques nécessaires au diagnostic. En plus, le service de médecine nucléaire nous permet d'utiliser le PET-TAC, la scintigraphie osseuse, le SPECT et une série d'autres techniques qui permettent

de connaître l'extension de la tumeur et d'aider chaque patient à décider du type de traitement dont il a besoin. Pour le traitement, nous disposons d'une dotation en technologie qui assure une médecine de haute précision, incluant un accélérateur linéaire pour réaliser la radiothérapie d'intensité modulée (IMRT), avec une radiothérapie de table robotisée. En outre, avec l'aide de la technologie de radiothérapie guidée par l'image (IGRT) de précision maximale, ExacTrac, nous pouvons effectuer des traitements de radiochirurgie en obtenant d'excellents résultats et en réduisant le temps et les séances de traitement des patients », explique le Professeur Pedro C. Lara, Directeur du Centre d'Oncologie.

L'Hôpital Universitaire San Roque est l'un des rares centres de santé privés d'Espagne à disposer d'une plateforme intégrale d'oncologie interventionnelle, comprenant la radiothérapie peropératoire et la curiethérapie.

Dans les deux cas, la radiation est administrée de l'intérieur du patient, soit dans la zone de la tumeur retirée pendant l'intervention chirurgicale (peropératoire), soit à proximité de la zone tumorale (curiethérapie).

Thérapies ciblées contre le cancer. Les traitements de personnalisation moléculaire de la tumeur pour les traitements systémiques permettent, dans de nombreux cas, de remplacer la chimiothérapie classique par des traitements plus efficaces et moins toxiques », explique le professeur.

*Hyperthermie Oncologique. Le Centre Intégral d'Oncologie des Canaries propose un traitement innovant du cancer par la chaleur. L'hyperthermie oncologique améliore les résultats de la radiothérapie et de la chimiothérapie, sans effets secondaires significatifs. Le traitement est administré de façon ambulatoire par séances d'environ 1 heure et est particulièrement indiqué pour le traitement des tumeurs à un stade avancé.

L'accompagnement et le soutien tout au long du diagnostic et du traitement du cancer tournent autour du patient, de ses proches et de l'humanisation du processus. Pour ce faire, l'HUSR a mis en place une équipe de professionnels de diverses spécialités, telles que la psychologie, la chirurgie plastique et reconstructrice, la médecine esthétique-oncologique, la nutrition, parmi tant d'autres. Il est à souligner le travail du Service de Chirurgie Plastique Reconstructrice et de Médecine Esthétique Oncologique, qui aide les patients à se sen-



tir mieux et à récupérer plus rapidement, car les traitements oncologiques entraînent des modifications temporaires ou définitives de l'apparence pouvant affecter l'estime de soi.

✓ **Chirurgie Cardiaque**

L'Hôpital Universitaire San Roque est le seul centre privé de Grande Canarie à disposer d'un service de Chirurgie Cardiaque, dirigé par le Dr José Enrique Rodríguez, responsable du service de Chirurgie Cardiaque de l'Hôpital San Roque à Las Palmas de Grande Canarie et chef de l'Unité de Chirurgie Cardiaque de l'Hôpital Ruber International.

Cette chirurgie est spécialisée dans les troubles du système cardiocirculatoire, visant l'excellence du processus diagnostique ainsi que tous les procédés thérapeutiques.

✓ **Traumatologie et Chirurgie Orthopédique**



Cette spécialité couvre la prévention, le diagnostic et le traitement de diverses affections du système musculo-squelettique, en utilisant des approches médicales et chirurgicales pour le rétablissement fonctionnel.

Une multinationale médicale spécialisée en orthopédie et traumatologie a choisi le docteur Edwin Pantaleón comme chef de

Service de Traumatologie de l'Hôpital Universitaire San Roque à Maspalomas, pour former des professionnels espagnols et européens à la technique innovante de chirurgie de la hanche avec implantation d'une prothèse modulaire de dernière génération à travers une approche antérieure directe présentant moins de complications et permet une récupération postopératoire plus rapide pour les patients.

✓ **Chirurgie Robotique**

L'Hôpital Universitaire San Roque, en collaboration avec le CUA Cabinet d'Urologie et d'Andrologie, dirigé par le Dr. Pablo Juárez del Dago, se positionnent comme des références en chirurgie robotique de nos îles. La somme de l'expérience approfondie des deux entités dans le domaine de la chirurgie robotique à l'échelle nationale et internationale a été déterminante pour intégrer le Système de Chirurgie Robotique Assistée Hugo™ dans leurs installations à l'HUSR à Maspalomas.

Premier Système de Chirurgie Robotique Assistée Hugo™ aux Canaries

Il s'agit d'une technologie de pointe en chirurgie mini-invasive, qui améliore les résultats, la précision et la sécurité de l'activité chirurgicale.

- Conception modulaire et mobile
- Capacités d'analyse puissantes
- Un système innovant pour les commandes des instruments à poignet articulé
- Une console ouverte facilitant la communication entre le chirurgien et son équipe
- Un écran 4K en 3D offrant une définition et une précision visuelle accrues, avec une grande capacité de différenciation des tissus et structures dans le champ chirurgical

Cette chirurgie robotique offre au patient plusieurs avantages, tels que :

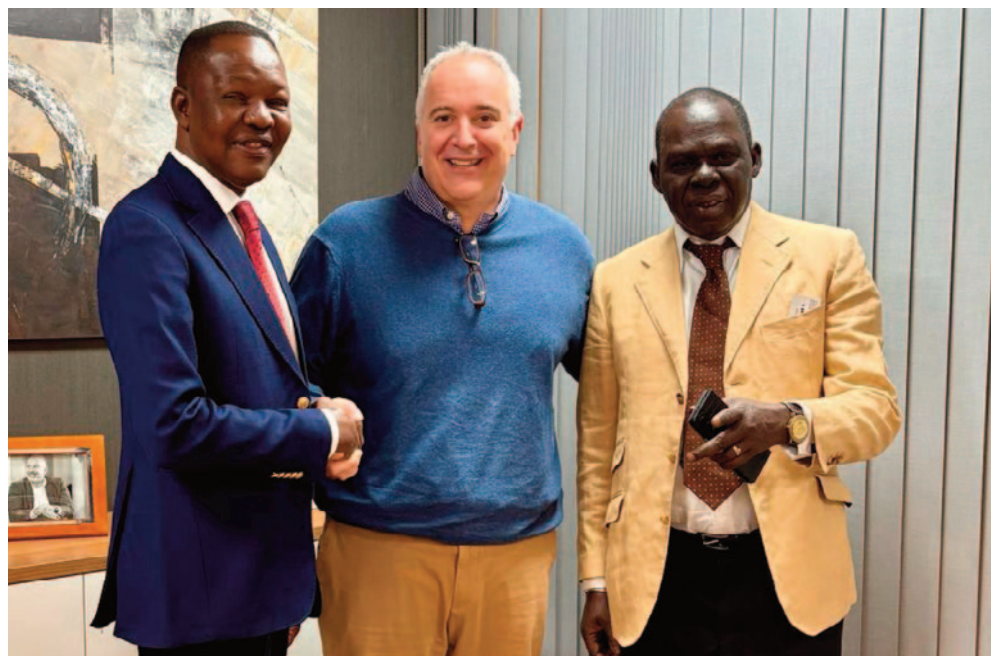
- Une réduction de la douleur postopératoire
- Un besoin réduit de transfusion sanguine
- Une diminution de la durée d'hospitalisation
- Une réincorporation rapide aux activités quotidiennes

Quels sont les prix des traitements. Sont-ils à la portée de toutes les bourses ou avez-vous une politique sociale, c'est-à-dire de réduction des prix pour certaines catégories, la santé étant un droit comme l'éducation ?

L'accessibilité aux traitements est un sujet très important, surtout quand on considère que la santé est un droit fondamental. Les prix des traitements peuvent varier en fonction de plusieurs facteurs, tels que le type de traitement, la localisation et l'institution qui les propose, en ayant toujours à l'esprit notre code éthique : la mission de l'HUSR est de fournir des services de santé à la population grâce à une technologie médicale de génération, en faisant attention aux normes les plus élevées de qualité et d'excellence. Dans l'exercice de notre activité quotidienne, nous mettons à disposition des clients notre savoir-faire, en nous identifiant à la santé des personnes, en améliorant la capacité de réponse, en évitant les barrières physiques et financières et en offrant un traitement rapproché et honnête aux patients et en agissant toujours de manière éthique, durable et juste, dans le but de satisfaire le client, d'augmenter la rentabilité et d'atteindre l'excellence.



Avec le Dr Antonio Acosta Socorro



Abdou Rahman DABO, Sebastián Sansó Marrero et Mr Ass Thiombane, Coordinateur du Groupe San Roque en Afrique

Nos Valeurs

Nous disposons d'un modèle basé sur l'éthique et le respect qui place les patients au centre de nos actions, en prenant en compte la sensibilité du service qui leur est offert. Nous développons notre affaire en tant que leaders en fourniture de services dans le secteur de la santé privée, en étant socialement responsables et en nous alignant aux besoins du client, de sa famille et de ses soigneurs, en leur offrant la santé et en améliorant leur bien-être.

Selon des sources, au moins 13 langues sont parlées dans votre structure (Danois, néerlandais, anglais, finlandais, français, allemand, italien, norvégien, polonais, portugais, russe, espagnol, suédois). Pourquoi cette politique de maîtrise de ces langues ?

Parler plusieurs langues dans un environnement hospitalier est d'une importance capitale pour diverses raisons qui contribuent à l'internationalisation et à la qualité du service. Tout d'abord, la diversité culturelle des patients signifie qu'il est probable de rencontrer des personnes de différentes



nationalités et origines. En comptant sur un personnel qui parle plusieurs langues, la communication devient facile, ce qui est essentiel pour comprendre les besoins des patients et leur offrir une attention adéquate et personnalisée.

Aussi la capacité à communiquer dans la langue maternelle des patients améliore-t-il non seulement leur expérience, mais aussi peut avoir un impact positif sur leur santé. La compréhension claire des symptômes, des traitements et des recommandations médicales est fondamentale pour le succès du traitement. Lorsque les patients se sentent à l'aise de parler dans leur langue, il est fort probable qu'ils parlent ouvertement de leurs préoccupations et symptômes.

D'autre part, parler dans plusieurs langues enrichit également l'environnement de travail. Cela favorise une équipe diversifiée et multiculturelle, où les professionnels de la santé peuvent apprendre des uns les autres et partager différentes perspectives. Cela améliore non seulement la cohésion de l'équipe, mais fait également la promotion d'un environnement de travail inclusif et respectueux.

En résumé, la capacité de parler plusieurs langues dans un hôpital est non seulement une ressource précieuse pour les soins aux patients, mais aussi un pilier fondamental pour l'internationalisation et le développement d'un environnement hospitalier plus accessible et humain. La communication est la clé pour prendre soin de la santé de tous !

Peut-on avoir une idée sur le taux annuel de fréquentation de votre structure ?

Nos chiffres globaux sont les suivants :

Tests diagnostiques : 451 880

Urgences : 99 992

Hospitalisations : 12 140

Interventions chirurgicales : 15 103

Séjours : 91 370

Consultations médicales : 285 062

Il y a quelques années, l'hôpital a ouvert ses portes à des patients sénégalais. Comment expliquez-vous une telle décision ?

La décision d'ouvrir les portes de l'hôpital aux patients sénégalais peut s'expliquer par plusieurs points de vue, en mettant notamment l'accent sur la proximité avec l'Afrique. Voici quelques points clés :

1. Proximité Géographique et Culturelle : La proximité avec l'Afrique, et en particulier avec le Sénégal, fait qu'il soit naturel que l'hôpital cherche à soigner cette population. Cette relation géo-

graphique facilite les échanges culturels et la mobilité des personnes, ce qui crée à son tour une nécessité de services de santé accessibles et adaptés à leurs besoins.

2. Obligation de la Diversité : En nous ouvrant aux patients sénégalais, l'hôpital démontre son engagement envers la diversité et l'inclusion. Cela enrichit non seulement les soins médicaux, mais fait également la promotion d'un environnement où les différences culturelles sont valorisées et respectées.
3. Attention aux Besoins Spécifiques : L'inclusion de patients sénégalais permet à l'hôpital d'adapter ses services aux particularités culturelles et de santé de cette population. Cela est essentiel pour offrir des soins plus efficaces et centrés sur le patient.
4. Renforcement des Relations Internationales : En soignant des patients sénégalais, l'hôpital peut également renforcer les liens avec les communautés africaines, en promouvant la coopération et la compréhension mutuelle. Cela peut ouvrir des portes à de futures collaborations dans le domaine de la santé et même plus.
5. Enrichissement du Personnel et de la Communauté : L'arrivée de patients de différentes origines enrichit également l'expérience du personnel médical et administratif, en favorisant un apprentissage continu sur différentes cultures et pratiques de santé. En plus, cela peut être bénéfique à la communauté locale en faisant la promotion d'un environnement plus inclusif et diversifié.

En résumé, la décision d'ouvrir les portes aux patients sénégalais ne répond pas seulement à la proximité géographique avec l'Afrique, mais reflète également une approche intégrée des soins de santé, en promouvant l'équité, la diversité et le respect des différences culturelles. C'est un pas positif vers un système de santé plus inclusif et accessible !

Grâce à cela, nous avons réussi à nous positionner en Afrique, notamment au Sénégal et en Mauritanie, et maintenant, nous sommes très satisfaits du travail accompli et de la confiance que nous avons acquise grâce à notre engagement et à la transparence dans les soins médicaux des patients.

Si vous devez tout résumer, selon vous, en quoi San Roque se particularise des

autres structures qui développent comme vous le tourisme médical ?

Notre hôpital travaille selon une ligne claire : notre engagement envers la technologie et l'attention personnalisée. Nous pourrions résumer notre stratégie en ces points clés :

1. Approche Centrée sur l'Attention Personnalisée : Contrairement à d'autres hôpitaux, notre établissement se concentre sur une attention hautement personnalisée à chaque patient. Cela inclut l'adaptation des services aux besoins culturels et linguistiques des patients, ce qui améliore leur expérience et leur satisfaction.
2. Engagement avec la Technologie de Pointe : Notre hôpital s'investit dans des technologies d'avant-garde pour garantir des diagnostics précis et des traitements efficaces. Cela inclut l'utilisation d'équipements médicaux de dernière génération, tels que des systèmes de gestion de données qui permettent un suivi plus efficace de la santé des patients.
3. Intégration des Services : L'hôpital offre une approche intégrée qui combine des soins médicaux de qualité avec des services complémentaires, tels que des conseils en tourisme et en hébergement. Cela facilite l'expérience du patient en lui permettant d'accéder à tout ce dont il a besoin en un seul endroit.
4. Formation à court et moyen terme : nous avons l'excellente initiative de mettre en œuvre un projet de formation pour le personnel du secteur de la santé, comme les médecins, les administratifs, les infirmières et les employés en général. La formation adéquate est essentielle pour qu'ils puissent prendre soin des patients de manière correcte et réglementée au-delà de partager nos connaissances et encourager le leadership académique. C'est pourquoi l'Hôpital San Roque et l'Université Fernando Pessoa, une référence en formation privée, ont signé un accord de collaboration sanitaire en démontrant que les synergies sont possibles et nécessaires dans ce domaine.

Cet accord pourra également offrir aux étudiants en Sciences de la Santé une formation dans l'un des meilleurs hôpitaux de l'Archipel et un apprentissage auprès d'une équipe de professionnels et de spécialistes hautement qualifiés.

**Propos recueillis par
Abdou Rahman DABO**



MME BARBARA SVEHLAKOVA,
RESPONSABLE DE GRAN CANARIA REDONDA

« Gran Canaria, une destination bien-être et médicale tournée vers l'Afrique »

Mme Barbara Svehlakova, responsable de Gran Canaria Redonda, nous dévoile les atouts thérapeutiques de cette île située à proximité de l'Afrique. « Notre ambition est de nouer des partenariats stratégiques solides avec les pays africains », affirme-t-elle.

Pouvez-vous vous présenter et nous parler des principales missions de Gran Canaria Redonda, la structure que vous dirigez ?

Je m'appelle Barbara Svehlakova. Née en 1973 en République tchèque, je vis depuis 25 ans à Gran Canaria, une île qui est devenue ma seconde maison. Polyglotte, je parle cinq langues et possède une expérience de 20 ans dans la direction commerciale de grandes chaînes hôtelières. Il y a environ 16 mois, j'ai eu l'opportunité de prendre la tête d'un projet passionnant : Gran Canaria Redonda, une structure dédiée à la promotion touristique. Nous gérons quatre associations de produits touristiques, toutes représentant des marques officielles de la destination Gran Canaria.

Actuellement, nous concentrons nos efforts sur la marque Gran Canaria Spa, Wellness & Health, qui existe depuis 20 ans et bénéficie du soutien des autorités locales ainsi que de la Fédération des Entrepreneurs du Tourisme et de l'Hôtellerie.

Notre travail repose sur deux axes majeurs :

1. La promotion des hôtels 4 et 5 étoiles équipés de spas et de centres de thalassothérapie. Nous menons des campagnes marketing intensives afin d'élargir notre offre et d'attirer davantage de visiteurs, notamment en provenance d'Europe et d'Afrique.
2. Le développement du secteur médical en collaboration avec les principales structures hospitalières privées, telles



que les hôpitaux universitaires San Roque (Las Palmas et Maspalomas) et l'Hôpital Perpetuo Socorro, fondé en 1959.

Nos principaux défis pour 2025 incluent l'expansion de notre réseau de partenaires médicaux locaux pour proposer une offre plus variée. Nous souhaitons également renforcer notre présence en Afrique, en ciblant les pays accessibles par des vols directs tels que la Mauritanie, le Sénégal et le Maroc, tout en explorant d'autres marchés prometteurs comme la Gambie, la Guinée Conakry et la Côte d'Ivoire.

Pourquoi Gran Canaria est-elle une destination privilégiée pour le tourisme médical ?

Gran Canaria est une destination de choix pour le tourisme médical, et ce, pour plusieurs raisons :

- Un climat agréable toute l'année, favorisant la récupération et le bien-être.
- Un cadre naturel exceptionnel, combinant plages paradisiaques, paysages volcaniques, sports nautiques et richesse culturelle,

idéal pour une convalescence dans les meilleures conditions.

- Des infrastructures médicales modernes et des équipes de soins hautement qualifiées.
- Un excellent rapport qualité-prix, rendant les soins plus accessibles que dans d'autres destinations similaires.

Quelle est votre vision du développement de Gran Canaria en lien avec l'Afrique dans les prochaines années ?

Notre ambition est de développer des partenariats stratégiques solides avec les pays africains, afin d'établir des relations gagnant-gagnant. Nous souhaitons collaborer avec les gouvernements, les institutions financières et le secteur privé pour renforcer les échanges et les investissements dans le domaine médical.

Par ailleurs, nous avons pour objectif d'attirer des patients africains en quête de soins de qualité tout en mettant notre expertise au service d'organisations humanitaires, notamment à travers des initiatives comme des caravanes médicales ciblées.

Propos recueillis par Abdou Rahman DABO

ASSOCIATION GRAN CANARIA SPA, WELLNESS & HEALTH

La promotion du tourisme de bien-être et de santé sur l'île de Gran Canaria, principale mission

Gran Canaria Spa, Wellness & Health est une association dédiée à la promotion du tourisme de bien-être et de santé sur l'île de Gran Canaria. Créée il y a 20 ans, elle bénéficie du soutien des autorités locales et de la Fédération des Entrepreneurs du Tourisme et de l'Hôtellerie. L'association regroupe une sélection rigoureuse d'hôtels 4 et 5 étoiles, tous équipés de spas et de centres de thalasso-thérapie de premier plan. Son objectif est de faire de Gran Canaria une destination de référence pour le tourisme de santé et de bien-être, en mettant en avant les bienfaits du climat, la qualité des infrastructures et l'excellence des services médicaux proposés sur l'île.

En parallèle, Gran Canaria Spa, Wellness & Health collabore étroitement avec des hôpitaux et des cliniques privées renommés, tels que les hôpitaux universitaires San Roque (Las Palmas et Maspalomas) et l'Hôpital Perpetuo Socorro, afin d'offrir aux visiteurs des soins médicaux spécialisés et des traitements de pointe dans un cadre exceptionnel. L'association mène des campagnes de promotion et



des actions de communication à l'échelle internationale, en ciblant principalement le marché européen et africain. Elle travaille également au développement de nouveaux services et partenariats pour

élargir son offre et répondre aux attentes d'une clientèle exigeante en quête de détente, de soins et de récupération dans un environnement unique.

A. R. DABO



PARTENAIRE DE CEUX QUI OSENT RÉUSSIR

Pionnier du leasing au Sénégal, Locafrique intervient pour aider les entreprises à renforcer leurs actifs, développer leur potentiel et s'outiller pour répondre à de nouvelles opportunités d'affaires. Elle s'est engagée à démocratiser l'accès au financement à travers des conditions souples et des mécanismes novateurs pour donner à ses clients la possibilité de réaliser leurs ambitions. Le slogan de l'institution à ce sujet est assez éloquent : « Vous avez de l'ambition, nous vous donnons des ailes ».

L'action de Locafrique s'étend plus précisément sur des secteurs à fort potentiel (Btp, énergies, transports, télécoms, etc.). Elle met en place des financements adaptés en fonction de la nature des activités de sa clientèle. L'institution financière propose un panel de solutions de financement comme le crédit-bail, le lease-back ou encore le crédit classique. Elle entrevoit l'avenir comme un champ des possibles, grâce notamment à sa vision prospective et à l'engagement sans faille de ses collaborateurs qui se sont inscrits dans une dynamique de performance et un culte de l'excellence opérationnelle.

Depuis près de 45 ans Locafrique participe à la naissance de projets, à la consolidation d'activités et à l'expansion d'entreprises qui rayonnent aujourd'hui bien au-delà des frontières sénégalaises.